

***l'Anti*capitaliste**

n°323 | 11 février 2016 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Déchéance de nationalité



C'est ce

GOUVERNEMENT

qu'il faut

DÉCHOIR !

Dossier

IL Y A 10 ANS, LE CPE

Pages 6 et 7

ÉDITO

Quand leur système déraile...

Page 2

PREMIER PLAN

Libye : habillage diplomatique pour une intervention

Page 2



ACTU POLITIQUE

MigrantEs : bruits de bottes dans l'Europe forteresse

Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Pierre Rimbert sur les médias

Page 12

DR



édito

Par MATTHIEU CHAPUIS

Quand leur système déraile...

À l'instar de l'affaire Kerviel, où la Société générale est accusée d'avoir manipulé l'enquête, la direction de la SNCF n'est pas en reste sur le dossier de l'accident de Brétigny-sur-Orge. En effet, les écoutes effectuées durant l'enquête auprès de cadres en disent long sur la volonté de la SNCF de faire la vérité et d'assumer ses responsabilités. Alors qu'il a rendez-vous avec Guillaume Pepy, le PDG de la SNCF, l'expert judiciaire « indépendant » pressenti pour être en charge du dossier déclare au téléphone : « Je suis pour vous à 100 %, à 200 % ». Les employés auditionnés passeront tous par la case du service juridique de la SNCF : il leur sera conseillé de ne pas ramener de pièces lors de leurs auditions, d'en dire le moins possible aux enquêteurs. L'ordinateur d'un cadre sera même déclaré volé... pour ensuite être retrouvé lors d'une perquisition, mais avec des fichiers effacés !

Ces écoutes révèlent également l'inquiétude de certains agents concernant l'état des voies et Brétigny ne fait pas figure d'exception : Juvisy, Noisy ou encore Valence sont cités. En effet, les différents plans de suppressions de postes ne permettent pas un entretien des voies comme il serait nécessaire. Pour faire des bénéfices, la SNCF rogne sur la qualité de service public et la sécurité des circulations. Une recherche de gains de productivité et de rentabilité à l'aube de l'ouverture à la concurrence...

Pourtant la SNCF a visiblement les moyens de mettre en place un service juridique pour mener la bagarre judiciaire... Et la longueur des procédures judiciaires — et les frais qui en découlent — sont une déclaration de guerre aux victimes et à leurs familles, qui n'ont pas les mêmes moyens pour se défendre.

Pour l'heure, trois cheminots ont été placés sous le statut de témoins assistés... Et Guillaume Pepy n'est toujours pas inquiet. Pourtant, sous son mandat, le constat est sans appel : Brétigny (sept morts et des dizaines de blessés), passage à niveau de Nangis (une dizaine de blessés), Eckwersheim (onze morts et des dizaines de blessés), sans compter la multiplication d'accidents qui n'ont pour l'heure que des conséquences matérielles.

L'accident de ce mardi 9 février en Bavière sur une ligne exploitée par une entreprise privée (le premier bilan fait état de neuf morts) est là pour le rappeler : plus que jamais, nos vies valent plus que leurs profits !

BIEN DIT

À Riyad, la multinationale spécialiste du café a tout simplement interdit l'entrée aux femmes dans l'une de ses succursales ! En cause (dixit la version officielle) : l'absence de mur séparant l'espace homme et l'espace femme. Car bien sûr, le café de Riyad est non mixte, patriarcat local oblige. « Prière de ne pas entrer si vous êtes une femme. Envoyez votre chauffeur pour commander », a ainsi pu lire une cliente révoltée sur l'affiche collée à la porte d'entrée. « Votre chauffeur » car en Arabie saoudite, les femmes n'ont pas non plus le droit de conduire.

Extrait de la pétition / appel au boycott « N'entrons plus chez Starbucks Coffee! » (<http://boycottstarbucks.wesign.it/fr>)

À la Une

C'est ce gouvernement qu'il faut déchoir !

Le théâtre continuera de tenir ses sessions avec ses acteurs payés grassement. Mais les députés l'ont avoué, il s'agit bien d'un théâtre...

C ar, ce lundi 8 février, l'Assemblée — cette institution censée représenter le peuple — a voté pour que soit inscrit dans la Constitution le principe officiel de son inutilité. Selon l'article voté — qui devra être entériné par le Congrès — l'état d'urgence qui concentre tous les pouvoirs entre les mains de l'exécutif... sera décidé par l'exécutif, en conseil des ministres, pour des périodes renouvelables de quatre mois.

Une forme de domination directe et policière de l'État sur la société

Comprenons-le bien : avant d'être des lois ou des articles de la Constitution, l'état d'urgence est une politique, un mode de gouvernement, une forme de domination directe et policière de l'État sur la société. Pas une autre logique de l'État, mais l'État qui dévoile sa logique comme outil de domination du Capital, qui inscrit ses avancées dans des lois ou dans des articles de la Constitution.

Cette politique a ses précédents historiques, Vichy et la guerre d'Algérie, qui rappellent son lien indissoluble avec le racisme et le militarisme. C'est pour cela qu'après avoir voté pour leur déchéance politique, les députés ont été appelés à voter le principe de la déchéance de la nationalité pour les « citoyens ».

Le paradoxe de cette politique, c'est qu'elle implique le consentement de la majorité qu'elle écrase. Car un pouvoir policier ne peut fonctionner que si la répression directe n'a à s'exercer que sur une minorité. Alors cette minorité doit être nommée et définie comme ennemie de la majorité. Et cette majorité doit réciproquement être nommée et définie comme communauté d'intérêts, sous la direction de l'État et la bannière de la Nation... D'où l'évocation des racines chrétiennes de la France et la stigmatisation des musulmanEs, l'appel à un

« nouveau patriotisme » et la dénonciation des grévistes qui se solidarisent avec les Goodyear, l'opposition entre des riverains/citoyens « légitimement excédés » à Calais et des « No border » apatrides qui exploitent la misère des réfugiés.

La nationalité, cet honneur dont on peut être déchu...

D'où l'exemplarité du débat sur la déchéance de la nationalité, dont tout le monde, y compris Valls, a admis que cela n'avait aucune efficacité dans la lutte contre le terrorisme. Cela passera-t-il concrètement dans la

Constitution ? Qu'importe pour le pouvoir ! Le principe même du débat a légitimé ses présupposés : l'idée que la nationalité n'est pas un statut juridique — garantissant des droits — mais une valeur morale, un honneur dont on peut être déchu, et qu'il existe une partie de la population qui, par nature (pardon, par « culture »), quel que soit son statut, ne fait pas partie de cette communauté nationale illusoire... Cela crée une situation hautement instable dont l'évolution n'est pas jouée à priori. Car le premier effet de cette politique est qu'elle finit d'affaiblir les médiations entre l'État et la

société qui stabilisaient la domination de classe en la masquant. Une des pièces du puzzle était le PS qui justifiait son rôle par la combinaison de la présence d'élus agissant au sein des institutions avec la construction de liens organiques avec des associations et des syndicats au sein de la société. Après la LDH, après des syndicats, c'est au tour d'associations comme Amnesty International de dénoncer l'état d'urgence. Au moment où le rôle des élus au sein des institutions est nié. D'où les convulsions à venir de toute cette sphère, au sein et autour du PS.

Une course de vitesse est engagée

Face à la société, l'État est de plus en plus nu ! Il ne le restera pas : cette forme de pouvoir est fragile. Ne serait-ce que parce que la question sociale, la vieille taupe, ne cessera de rappeler les contradictions réelles au sein de la fiction nationale. Parce qu'une nouvelle explosion de la crise financière couve. Une course de vitesse s'engage entre deux dynamiques, deux formes de mobilisation de la société. Soit celle-ci s'organise aux côtés de l'État et de la classe dirigeante au nom de la Nation, caporalisant toutes ses formes d'organisation, syndicats et associations : c'est la tendance vers le fascisme. Soit la société s'organise face à l'État en développant les solidarités de classe, en dénonçant le nationalisme, et en combattant toutes les formes de racisme, notamment l'islamophobie.

C'est le paradoxe ultime de l'état d'urgence : à condition de s'y opposer frontalement, il crée aussi l'opportunité de reconstruction d'une alternative à tout l'ordre dominant. Il faut reprendre ce beau mot d'ordre d'Act-up contre les lois Debré en 1997 : « Désobéissance civile — Refusez à l'État la complicité qu'il vous demande ! »

Denis Godard

RÉFORME DE L'ORTHOGRAPHE



LIBYE

Habillage diplomatique pour une

La faillite de la Libye, suite notamment à l'intervention militaire française et britannique sur les conseils avisés de Bernard-Henri Lévy, a permis à l'État islamique de s'implanter. Les Occidentaux tentent d'imposer leur feuille de route qui répond avant tout à leur propre agenda.



Des membres des forces pro-gouvernementales à Benghazi. DR

Le dernier rapport de La CIA estime que le nombre de combattants de Daesh en Libye a doublé et se situe autour de 5 000. Au niveau régional, c'est certainement la Tunisie qui a une frontière commune avec la Libye qui est la plus menacée. Sa crise économique et sociale est profonde. Fathi Chamkhi, député du Front Populaire, considère dans une récente interview « qu'il y a une tension sociale extrême aujourd'hui en Tunisie qui rappelle la tension révolutionnaire d'il y a cinq ans »¹. Le gouvernement tunisien est désormais confronté à une recrudescence de la violence djihadiste et du recrutement

Un monde à changer

LEÇONS D'UN LICENCIEMENT. Les faits : une caissière d'un magasin Carrefour des Yvelines est licenciée pour avoir oublié de scanner un pack de bières et deux sacs en plastique pour un total de 5,32 euros... Le vigile a repéré l'erreur et l'a immédiatement signalé au client qui s'est acquitté sur le champ de son achat. En l'absence de préjudice pour la société, les choses auraient pu en rester là, mais c'est mal connaître les méthodes de la grande distribution.

La salariée s'est vue immédiatement notifiée une mise à pied assortie d'une convocation à un entretien, son licenciement pour faute grave étant prononcé quelques jours plus tard. Un licenciement d'autant plus rude qu'à cette injustice se mêle l'appréhension pour cette femme de 37 ans, handicapée à 80%, de pouvoir retrouver un travail. Plus encore, cette dernière, embauchée en CDD à temps partiel pendant près de trois ans et qui avait récemment fait requalifier son contrat en CDI à temps plein (faute de renouvellement dans les temps), se savait surveillée par sa direction, qui a donc

sauté sur l'occasion pour se venger. N'en déplaise aux pleurnicheurs patronaux et à leurs affidés politiques, licencier un salarié est malheureusement simple, sauf que la caissière, bien décidée à ne pas en rester là et soutenue par la CGT, a informé la presse locale de ses déboires. Son histoire a fait tache d'huile dans les médias nationaux puis sur les réseaux sociaux où les partages d'articles la concernant et les commentaires scandalisés se sont multipliés. Il n'en fallait pas plus pour que Carrefour se décide, à peine 48 heures après son éviction, à la réintégrer à son poste, chose faite depuis le 3 février. La réintégration du salarié licencié, seule à même d'assurer la réparation intégrale du préjudice subi (mais limitée dans notre droit actuel), a trouvé ici à s'exercer grâce à une mobilisation populaire qui menaçait l'image du groupe Carrefour. Vanessa (c'est la salariée concernée), tu as donné une leçon d'opiniâtreté des plus précieuses au moment où ce gouvernement veut plafonner les indemnités prud'homales et affaiblir le code du travail. Sois-en remercié !

CHÔMAGE

Et toujours les attaques...

Alors que François Hollande s'est engagé à ne se pas représenter en 2017 pour un second mandat présidentiel en cas d'échec dans la lutte contre le chômage, celui-ci ne cesse d'augmenter. Pour tenter de sauver la mise au soldat Hollande, le gouvernement multiplie les tentatives d'en faire baisser les chiffres à défaut de le réduire réellement.

Au fil des mois, les offensives se diversifient. Flicage des chômeurEs, trafic des statistiques avec le développement de pseudos formations (*L'Anticapitaliste* n°319), et maintenant le retour de la dégressivité des allocations chômage. En France, le montant perçu par les chômeurEs est le même durant toute la durée de leur indemnisation. Un chômeurE indemnisé touche une allocation de retour à l'emploi (ARE) correspondant à 57% (ou 40,4% et 11,72 euros par jour si ce calcul lui est plus favorable) de son ancien «salaire

journalier de référence» (la moyenne des salaires bruts des douze derniers mois, moins notamment les absences maladie).

La nouvelle offensive a été engagée mi-janvier avec le rapport de la Cour des comptes dénonçant un régime généreux et préconisant des mesures radicales pour redresser un régime qui devrait cumuler 29,4 milliards d'euros de déficit fin 2016. Depuis, la ministre du Travail Myriam El Khomri, le ministre de l'Économie Michel Sapin, le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement Le Guen, ainsi que François Hollande, se sont relayés pour indiquer que cette option pourrait être envisagée par le gouvernement si jamais les négociations entre «partenaires sociaux» au sein de l'UNEDIC n'aboutissaient pas...

Dégressivité, une recette à la Notat

Pratiqué dans plusieurs pays européens, le principe de dégressivité dans le temps correspond à une période d'indemnisation à taux plein,

suivi d'une autre pendant laquelle le montant versé aux chômeurEs est réduit. Ce mécanisme de baisse progressive a été expérimenté entre 1992 et 2001, sous la présidence de l'UNEDIC par Nicole Notat, et abandonné depuis, sans avoir démontré son efficacité sur le retour à l'emploi. Le protocole d'accord de 1992 remplaçait l'allocation de

base et l'allocation de fin de droits par une l'allocation unique dégressive (AUD). Le montant de l'allocation de départ restait le même (de 57 à 75% du salaire de référence) pendant une durée variant de quatre à vingt-sept mois suivant la filière. Ensuite, le montant de l'indemnisation baissait tous les quatre mois jusqu'à ce qu'il atteigne le niveau plancher de 2500 francs, ou bien jusqu'à épuisement des droits. Les différentes pistes vont de la baisse du taux plancher d'indemnisation, en appliquant un ratio de 0,9 jour indemnisé pour un jour travaillé (contre un pour un actuellement), à la réduction à cent jours de la durée maximale d'indemnisation, avec une promesse de contre partie pour les chômeurEs sous forme de «droits à la formation et à la reprise d'emploi». Des mesures sans efficacité sur le nombre de demandeurEs, mais qui vont pénaliser gravement les chômeurEs de longue durée, dont le nombre ne cesse d'augmenter : 43,2% fin 2014 (2,25 millions de personnes) à 44,8% en septembre 2015. Et qui n'apportent évidemment rien à la moitié des presque 6 millions de chômeurEs qui sont actuellement non indemnisésEs...



Robert Pelletier

CHARMA

trop élevé, mais le véritable enjeu est double. D'une part, la représentation de la faction de Tripoli dans ce gouvernement est jugée trop faible, et d'autre part, le futur rôle du Général Haftar, qui dirige l'appareil militaire de Tobrouk et qui reste l'ennemi préféré de Tripoli.

Vers une intervention militaire

Si les Occidentaux insistent tant sur la mise en place de ce gouvernement d'union, ce n'est évidemment pas pour mettre fin aux souffrances des populations qui vivent dans une insécurité permanente et qui voient leur situation sociale se dégrader jour après jour. Le gouvernement d'union nationale est un élément clef dans la feuille de route des Occidentaux. Une fois établi et sa légitimité consacrée, en tout cas officiellement, l'intervention militaire pourra être lancée en toute légalité à sa demande. Pour arriver à cette fin, les grandes puissances mettent désormais une forte pression, et ont averti que tous

ceux qui désormais entraveraient, d'une manière ou d'une autre, la constitution de ce nouveau gouvernement risqueraient des sanctions internationales personnelles (interdiction de voyager, gel des avoirs financiers, etc.). L'Europe qui est à la manœuvre veut faire vite et considère qu'elle a déjà perdu trop de temps avec cet habillage juridique. Déjà, conformément à une règle qui semble intangible dans les interventions militaires en Afrique, il semble que le premier rôle sera donné à l'ancienne puissance coloniale, l'Italie. Hier les Occidentaux s'étaient immiscés et ont confisqué la révolution libyenne, aujourd'hui ils imposent leur solution dans la lutte contre l'État islamique. Bien que Bernard-Henri Lévy ne soit plus dans la boucle, il y a peu de chance que la même méthode donne des résultats bien différents...

Paul Martial

1- <http://cadtm.org/>
il-y-a-une-tension-sociale-extreme

Le chiffre

70%

C'est le pourcentage d'ouvrierEs non qualifiés de l'électricité et de l'électronique exposés au manque de reconnaissance dans leurs travaux, et 39% à des tensions. Contrairement aux clichés, ce ne sont pas les cadres qui sont les plus exposés au stress et aux risques psychosociaux dans leur travail, mais les salariéEs qui exercent des fonctions d'exécutants. Les salariéEs des hôpitaux publics le sont aussi particulièrement.



Agenda

Mercredi 17 février, rencontres de La Brèche, Paris. Avec Manuel Cervera-Marzal autour de son livre *Pour un suicide des intellectuels* (Textuel), à 18h30 à la librairie.

Judi 18 février, réunion publique du NPA contre l'état d'urgence, Bagnex. «Contre l'état d'urgence, imposons l'état d'urgence sociale et démocratique!», à 20h, salle Coudon, 18 rue Salvador-Allende (Bus 128 - station Dampierre)

Samedi 27 février, journée de mobilisation pour l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et l'avenir de la ZAD.

Du mardi 23 au vendredi 26 août, 8^e université d'été du NPA, Port-Leucate. À Rives-des-Corbières. Accueil des participantEs le lundi 22 août à partir de 14h, départ le samedi 27 août après le petit-déjeuner.

NO COMMENT

C'est trop facile de venir nous tancer sur le plan national, et que en off on vienne nous voir dans les coulisses de la rue de Solferino pour savoir d'ores et déjà quelle circonscription on pourrait conserver. Ce n'est pas tirage et grattage, la vie politique française en 2016...

LUC CARVOUNAS, sénateur PS, sur *Public Sénat* le lundi 8 février

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Kristo et Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

intervention

des jeunes sans espoir par l'État islamique.

Le gouvernement d'union nationale, œuvre des grandes puissances

Pour l'Europe, l'inquiétude est double puisque la Libye jouait du temps de Kadhafi les supplétifs dans la lutte contre l'immigration. Désormais, non seulement la Libye ne remplit plus ce rôle, mais certaines milices organisent même le trafic d'êtres humains vers les côtes européennes. L'autre danger est l'installation et le renforcement de l'État islamique en Libye. Depuis les bombardements en Irak et en Syrie, l'organisation djihadiste ouvre un nouveau front dans ce pays. Daesh profite de l'état de chaos dans lequel se trouve le pays pour s'implanter. Deux factions rivales

composées de milices se disputent le pouvoir en Libye, s'accusant mutuellement d'être des islamistes ou des kadhafistes. Une première faction, Fajr Libya (Aube de la Libye), contrôle la capitale Tripoli et sa région. La seconde, considérée comme nationaliste, est installée à Tobrouk et est reconnue par la communauté internationale. Entre ces deux adversaires aucune possibilité de victoire militaire à court terme n'est envisageable, tout comme il semble difficile qu'une des factions puisse avoir le dessus sur Daesh. Les grandes puissances misent sur la création d'un gouvernement d'union nationale regroupant les deux camps. Un Premier ministre a déjà été nommé, Fayeze Sarraj, dont le seul avantage est d'être inconnu de tous. Il a proposé un gouvernement, refusé par Tripoli qui estime que 32 ministres est un nombre beaucoup

CAHUZAC

La double affaire

Il y a l'affaire Cahuzac pour laquelle celui-ci va peut-être finir par être jugé (celle des comptes à l'étranger). Et il y a une deuxième affaire Cahuzac, celle d'un conseiller ministériel qui a fait commerce de ses relations officielles et qui a eu des amitiés d'extrême droite.



Cahuzac, au moins star des médias... DR

Jérôme Cahuzac est au départ chirurgien dans le système hospitalier public. Adhérent du PS, il est recruté en 1988 pour être conseiller au cabinet de Claude Evin, ministre des Affaires sociales (ce qui englobe la santé) de 1988 à 1991. Il est notamment en charge des médicaments et des équipements lourds (scanners, IRM). Il commence à se constituer un réseau de relations avec ceux pour qui la santé est une source de profits mais, selon *Mediapart*, il va peut-être plus loin...

Pots-de-vin et conseils

À l'époque, une carte sanitaire limite l'installation de ces machines, scanners et IRM. Les hôpitaux, les cliniques et les cabinets de radiologie qui souhaitent se doter de ces équipements (qui permettent une augmentation considérable du chiffre d'affaires) doivent obtenir l'autorisation du ministre de la Santé. Il semble bien qu'existaient (sous Claude Evin et ses prédécesseurs) un système de pots-de-vin dont bénéficiaient des membres du cabinet du ministre. Et il n'est pas exclu que Jérôme Cahuzac se soit trouvé sur les tuyaux de passage de ces sommes.

Quoi qu'il en soit, après son passage au ministère, Cahuzac fonde en 1993 «Cahuzac Conseil», spécialisé dans le conseil aux laboratoires pharmaceutiques. Le cabinet fait d'excellentes affaires : Cahuzac est en effet bien placé pour mettre en relation les labos et ceux qui doivent décider de la mise des médicaments sur le marché... Cela comporte trois volets, tous vitaux pour les profits de l'industrie pharmaceutique : l'autorisation de mise sur le marché, la fixation du prix, et celle du taux de remboursement par la Sécurité sociale. Cahuzac décide aussi d'abandonner l'hôpital public et, avec sa femme, fonde une clinique spécialisée dans les implants capillaires. Par ailleurs, en 1997, il est élu député PS du Lot-et-Garonne et se spécialise dans les questions fiscales, point de départ de la carrière qui l'amènera à devenir le ministre du Budget de Hollande.

Des combines pour frauder

Au départ de l'enrichissement de Jérôme Cahuzac, il y a donc (outre la réparation de chevelures fortunées) les avantages que, dans la République telle qu'elle est, on peut retirer lorsque l'on est à l'intersection de l'État et des intérêts privés. Sur ses revenus importants, dont certains sont donc peut-être inavouables, Cahuzac n'a pas envie de payer des impôts : pour cela, il utilise diverses combines (comme de faire transiter des sommes importantes par le compte en banque de sa mère) et surtout ouvre des comptes à l'étranger (en Suisse et à Singapour). Il est à noter que son premier compte en Suisse est ouvert en 1992 par un membre d'une bande d'amis d'extrême droite (ex-GUD) qu'il fréquente assidûment à l'époque : il s'agit de Frédéric Péningue, par ailleurs conseiller des Le Pen, père et fille...

Lorsque les choses commencent à filtrer, le ministre commence par nier avec assurance détenir des comptes à l'étranger, allant jusqu'à mentir devant les députés. Il reçoit alors le soutien de l'Élysée, du Premier ministre et des ministres du gouvernement, et les réactions de l'opposition sont modérées. Devant l'accumulation des évidences, il finit par démissionner en mars 2013 tandis que la justice se met en branle.

Il sera mis en examen et renvoyé devant le tribunal correctionnel de Paris pour fraude fiscale et blanchiment de fraude fiscale. Son procès s'est donc ouvert ce lundi 8 février 2016, mais ses avocats ont comme objectif évident d'utiliser toutes les ficelles possibles pour le faire reporter. **Henri Wilno**

Alors que par dizaines de milliers, les habitantEs d'Alep et de sa région fuient les bombardements de l'aviation russe et l'offensive de l'armée syrienne pour tenter vainement de trouver un asile d'urgence en Turquie, que les naufrages en Méditerranée et dans la mer Égée font chaque jour de nouvelles victimes, les dirigeants européens, insensibles au drame que vivent les migrantEs, s'embourbent dans d'odieuses marchandages qui n'ont pour objet que d'instrumentaliser la question des réfugiés au profit de leurs seuls intérêts nationaux.

Dimanche 7 février, Angela Merkel, François Hollande et Martin Schulz, président du Parlement européen, se sont retrouvés pour dîner dans un prestigieux restaurant du centre de Strasbourg. Au menu, la question des migrantEs... Dans une déclaration commune, les deux « locomotives » de l'Union européenne expriment

Bruits de bottes dans l'Europe forteresse

MIGRANT-E-S

leur inquiétude : « cette crise peut conduire à la dislocation de l'UE, il faut trouver des solutions au plus vite ». Une panique qui ne fait que traduire l'incapacité des dirigeants en place à résoudre politiquement une crise humanitaire sans précédent dans l'histoire de l'Europe.

La Turquie et la Grèce sur la ligne de front

En l'absence d'une stratégie globale, c'est sur les pays du sud de l'Europe que se concentrent les pressions, menaces et injonctions, des dirigeants de l'UE pour imposer leurs solutions répressives à court terme. Plus de deux millions de réfugiés syriens se trouvent déjà sur le territoire turc, et on évalue à 700 000 le nombre de nouveaux arrivants dans les prochaines semaines. Le dictateur Erdogan, qui a déjà reçu

3 milliards d'euros pour « fixer sur son sol une grande partie des réfugiés », entend bien ne pas en rester là, chiffrant d'ores et déjà à 7 milliards d'euros le coût de l'accueil. Cette exigence financière s'accompagne de celle de voir s'accélérer le dossier d'adhésion de la Turquie à l'UE.

La Grèce, quant à elle, se voit soumise à un chantage résumé dans la proposition suivante : « La Grèce accepte de sceller sa frontière vers le nord avec l'assistance de l'UE, interrompant ainsi le flux de migrants vers l'Europe du Nord. En retour, l'Allemagne acceptera l'annulation d'une grande partie de la dette grecque ainsi que de fournir une aide financière immédiate pour la gestion de la crise actuelle. Les réfugiés qui arriveront en Grèce seront hébergés dans les îles grecques, dans des camps de réfugiés sous la gestion de l'UE, et ensuite ils retourneront en Syrie ou là d'où ils ont dû fuir, une fois la paix rétablie ».

Et l'Italie, après avoir enregistré ces derniers mois une baisse des arrivées de migrantEs sur ses côtes, serait de nouveau fortement ébranlée par les conséquences d'une nouvelle intervention impérialiste en Libye.

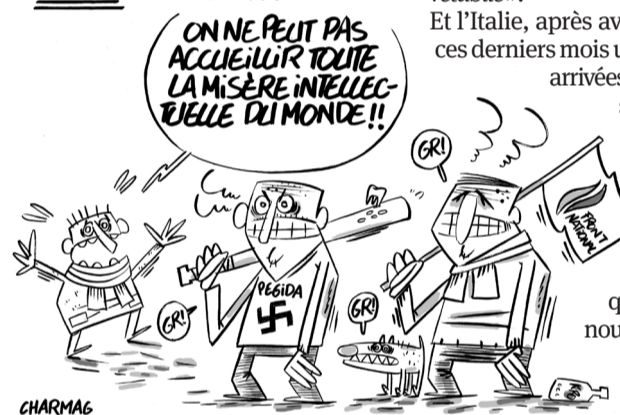
En France, l'état d'urgence et l'autoritarisme d'État contre les migrantEs

En interdisant toute manifestation à Calais, que se soit en soutien ou en hostilité aux migrantEs, le gouvernement entendait avant tout faire taire toute voix progressiste qui pourrait contrarier sa politique de répression et d'invisibilisation de ces derniers. C'est le sens de l'exploitation éhontée à laquelle il se livre depuis samedi dernier, après la petite manifestation raciste, xénophobe et ultra médiatisée organisée par le mouvement européen Pegida. Le casting était de choix : 150 nazillons sous les ordres d'un général en retraite de la Légion étrangère, quelques arrestations, un procès et quelques mois de prison ferme distribués.

Une opportune diversion qui n'a pour but que de jeter le voile sur le démantèlement en cours de la « jungle » et de préparer la répression de 6 migrants et de 2 soutiens, dont le procès se déroulera lundi 22 février au TGI de Boulogne. Nous n'accepterons jamais l'amalgame honteux que tentent de faire le pouvoir, la droite et une partie des médias entre « deux camps extrémistes ». Cette fausse neutralité dépolitisante, défendue par la droite comme par le PS, n'a qu'un seul but : mater toute résistance à la mise en place d'un état d'urgence permanent, briser les solidarités les plus élémentaires, et imposer à coups de triques l'union nationale... Les anticapitalistes sont prêts à relever le défi!

Alain Pajolat

CALAIS : LES RIVERAINS EXCÉDÉS



CHARMAG

EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS

Tactique à fond, tactique sans fond!

Avec beaucoup de bonne volonté, EÉLV a apporté son soutien et sa participation au gouvernement de Jean-Marc Ayrault – grand promoteur en chef de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes – sans rien faire avancer des questions environnementales essentielles. Grands projets inutiles et agriculture industrielle, tout voiture et tout camion, produits chimiques et nucléaire... Rien ne change!

À l'arrivée de Valls en mars 2014, Cécile Duflot avait décidé de quitter le gouvernement. Mais la question des rapports avec le PS n'est pas réglée pour autant, et elle fracture profondément, mais aussi à géométrie variable selon le moment et les ambitions, la coalition. Pour les régionales, les listes EÉLV ont été tantôt autonomes, tantôt alliées au Front de gauche. Jean-Vincent Placé et François de Rugy, incarnant parfaitement la ligne « jamais sans le PS », quittent alors EÉLV, dénonçant une « dérive gauchiste »...

Les régionales auront été un échec cuisant qui se soldent par la perte de 200 conseillerEs régionaux sur les 265 éluEs de 2010, et de graves difficultés financières, imposant la mise en vente du siège parisien et la réduction d'un tiers du nombre des salariéEs. Le balancier repart dans l'autre sens, et Cécile Duflot de proposer alors une « coalition de transformation sociale et écologique » à François Hollande, parvenant même à trouver « des victoires durant ce quinquennat : la baisse de la part du nucléaire, la contribution carbone »... Pour Emmanuelle Cosse, EÉLV est « tombé dans le piège » de l'alternative pour ou contre la politique menée par François Hollande. Elle estime que : « Cette vision simpliste (...) a réduit considérablement (son) espace politique. » Et pour enfoncer le clou, elle martèle : « L'opposition de gauche est une impasse. » Maîtresse dans l'art du « ni oui ni non bien au contraire », elle considère que la lisibilité d'EÉLV serait de refuser d'être « ballottés entre la social-démocratie et l'opposition de gauche ». Une façon de dire que tout est ouvert... y compris pour elle-même.

Et l'écologie dans tout ça ?

Et puis soudain, Cécile Duflot oublie sa proposition de coalition et hausse aujourd'hui le ton, en particulier contre la déchéance de la nationalité. Évidemment cette mesure indigne mérite sa vertueuse indignation et

sa condamnation sans appel... Le front des opposantEs ne sera jamais trop large. Mais malheureusement, là n'est pas vraiment la question : pour Duflot, il s'agit plutôt de rendre impossible toute participation d'une personnalité étiquetée « écologiste » au prochain gouvernement... afin de préserver ses maigres chances en vue de la présidentielle. Après avoir voulu incarner un certain renouvellement des mœurs politiques

Mais la palme du cynisme revient quand même au final à Hollande dont on finit par apprendre qu'il aurait proposé à Nicolas Hulot, en échange de son entrée au gouvernement, d'abandonner le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes et d'arrêter le déversement des boues rouges en Méditerranée! Comment ne pas se souvenir des vieilles (1974) paroles de François Béranger dans la bien nommée chanson « Magouille blues »,



À l'Assemblée nationale, Duflot étrille Hollande. La mémoire courte... DR

(porte-parole multiple, parité...), EÉLV se retrouve empêtrée dans les pires pratiques personnelles tellement conformes à la 5^e République et à son régime monarchique, celles-là mêmes qui alimentent un rejet bien mérité de la politique professionnelle.

parlant des hommes politiques avant les élections qui « iraient même, qui l'aurait cru, jusqu'à nous montrer leur cul »! Décidément, l'écologie vaut plus que tout leurs calculs électoraux! **Christine Poupin**

USA

Aux primaires, réaction, big business et les 99%...

Les primaires dans la course à l'investiture pour l'élection présidentielle de fin 2016 ont commencé en bousculant les prévisions des sondages...

Cela s'est passé dans l'Iowa, un État de trois millions d'habitants qui compte pour 1% des délégués nécessaires pour remporter la nomination. Et la première photo qui en est sortie est assez inattendue...

Trump prend une claque

Après avoir paradé dans les sondages depuis l'été et joué des provocations cyniques et agressives, Donald Trump se retrouve en seconde position (24,3%) dans le camp républicain derrière le sénateur texan Ted Cruz (27,7%). « Il a tué le géant », affirme le *New York Times*. « La gloire en revient à Dieu », répond Cruz, le pieu candidat des évangélistes.

Moins provocateur que Trump, il est tout aussi réactionnaire que lui ou que Marco Rubio, arrivé en troisième position, qui espère bénéficier des voix des autres candidats qui abandonnent la partie. Au delà des personnes, ils ont tous le même fonds de commerce, la nostalgie de la grande Amérique, le racisme et l'immigration, le terrorisme et l'État islamique, contre l'Obamacare et le système de protection de santé...

Bernie ou l'heureuse surprise

Cette offensive réactionnaire met en relief la surprise provoquée pour l'investiture démocrate par Bernie Sanders qui réussit, selon sa propre expression, « un quasi-match nul » avec l'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton, sans qu'il soit possible de dire qui avait gagné. Il se dit « socialiste », est accusé par les Républicains de s'être livré à

un « un show de clown », et vient opportunément bousculer tant le déballage réactionnaire de ces derniers que la campagne de la machine Clinton, « la plus puissante organisation politique des États-Unis »...



Bernie for president... DR

Né dans une famille juive de Brooklyn à New York, Bernie Sanders a milité contre la guerre du Vietnam. Il est élu représentant du Vermont à la Chambre de représentants en 1990, puis devient, en 2006, sénateur, un siège qu'il occupe toujours.

Candidat indépendant, il s'affilie cependant au groupe démocrate, ce qui signifie qu'il suit le vote démocrate sur la plupart des textes de lois. Il est opposé aux interventions en Irak, en 1991

comme en 2002. Il est opposé au *Patriot Act*, opposé aux coupes budgétaires et baisses d'impôt qui affectent démesurément les plus démunis, et se fait l'avocat de la transition énergétique. Après l'élection de Barack Obama en



Bernie for president... DR

2008, il défend la réforme de l'assurance santé, militant pour un système entièrement géré par l'État...

Il axe sa campagne sur la dénonciation des inégalités, plaide pour une augmentation de l'impôt sur les hauts revenus, pour doubler le salaire minimum afin qu'il atteigne au moins 15 dollars de l'heure, un contrôle du secteur bancaire, la lutte contre l'évasion fiscale, pour des investissements dans l'éducation, et l'allègement

de la dette étudiante ou pour un nouveau programme de grands travaux...

Les paroles et les actes

De toute évidence, le discours de Sanders rencontre un large écho qui s'exprime dans les votes – bien que les électeurs qui se déplacent pour voter soient une minorité – mais aussi et surtout dans l'affluence à ses meetings. De tous les candidats, il est celui qui attire le plus de monde. Il exprime à sa façon les sentiments, la révolte, les aspirations des 99% contre le 1%, les revendications qui se sont formulées à travers le mouvement Occupy Wall Street, et les grèves des dernières années. Il est l'expression d'une volonté largement partagée de « mettre fin à l'oligarchie » qui domine la politique comme elle domine toute la société. Mais son discours perd de la crédibilité quand on sait qu'au Sénat il a voté avec les Démocrates dans 98% des cas, en particulier sur les questions budgétaires ou de sécurité. Sanders est bien incapable de réaliser ne serait-ce que son propre programme, mais sa campagne, rompant le consensus autour du Big Business, peut contribuer à mobiliser la classe ouvrière et les classes populaires. À condition qu'en relevant la tête, celles-ci soient à même de prendre leur sort en main, pour en finir avec Wall Street et ses serveurs, qu'ils soient Démocrates ou Républicains.

La seule voie pour que cette idée neuve aux USA, le socialisme, prenne corps...

Yvan Lemaitre

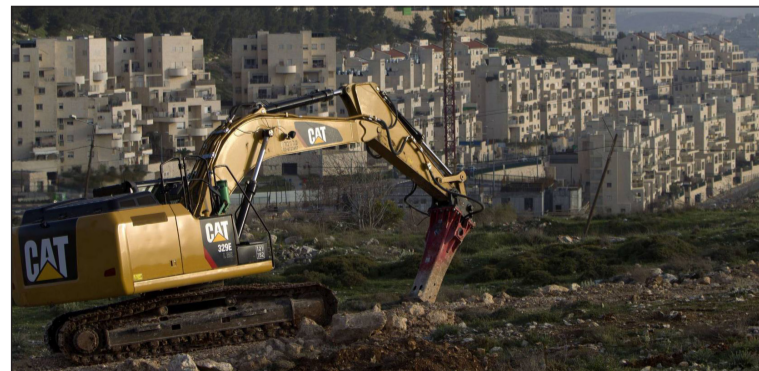
ISRAËL L'arrogance d'une puissance coloniale

Où s'arrêtera l'État d'Israël? Et surtout, qui osera l'arrêter? On est en droit de se poser une fois de plus la question au vu de l'actualité de ces dernières semaines, durant lesquelles Israël a multiplié les exactions contre les Palestiniens et les déclarations arrogantes vis-à-vis, notamment, de l'ONU.

L'information ne fait plus la « une » des journaux, mais le soulèvement silencieux de la jeunesse palestinienne se poursuit.

160 morts depuis octobre

Manifestations et attaques contre l'armée et les colons sont quasi quotidiennes dans les territoires palestiniens occupés, et la répression israélienne ne faiblit pas, avec des centaines d'interpellations, des milliers de blessés et 160 morts, côté palestinien, depuis le mois d'octobre – contre 25 victimes israéliennes. Une agitation et une répression qui participent de l'impossible stabilisation d'une situation coloniale, et qui témoignent du refus, notamment du côté de certains secteurs de la jeunesse palestinienne, d'accepter l'inacceptable. Nous sommes certes bien loin d'une nouvelle « Intifada », que la faible structuration et le compréhensible pessimisme de la population des territoires occupés empêchent, mais l'ordre colonial est contesté.

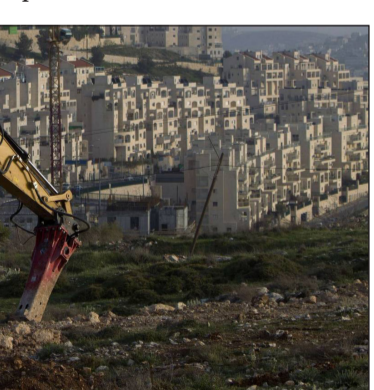


Et pendant ce temps là, la colonisation continue... DR

« L'ONU encourage le terrorisme »

À un point tel que même le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, pourtant peu suspect de radicalisme, a établi le 26 janvier un lien entre les « attaques » palestiniennes et la politique israélienne au cours d'un discours condamnant la colonisation: « Comme les peuples opprimés l'ont démontré tout au long de siècles, il est dans la nature humaine de réagir à l'occupation, qui sert souvent d'incubateur puissante à la haine et l'extrémisme. » Fureur de

Netanyahu qui, avec son sens inné de la nuance, a accusé Ban Ki-moon d'« encourager le terrorisme ». Un vif échange qui fait suite à l'annonce, début janvier, de la démission du Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des



droits humains dans les territoires palestiniens, auquel Israël refusait, depuis sa prise de fonction en juin 2014, l'entrée... dans les territoires palestiniens.

Coloniser et détruire

L'Union européenne a elle aussi été récemment humiliée par Israël, qui a détruit au début du mois de février des infrastructures palestiniennes financées par des fonds européens. Face aux protestations, l'ambassadeur d'Israël à l'ONU a lui aussi fait montre

de sa subtilité, accusant l'Europe de « dépenser des centaines de millions de dollars pour un plan de constructions illégales ». Venant d'un représentant d'un État qui prévoit, selon l'ONG La Paix Maintenant, de construire 55 000 nouveaux logements dans les colonies, la dénonciation des « constructions illégales » pourrait faire sourire si elle ne faisait pas écho à une politique systématique de déplacement de la population palestinienne et à des tragédies quotidiennes sur le terrain.

Jusqu'à quand?

L'arrogance israélienne n'est en réalité guère surprenante. En effet, au-delà des déclarations outrées et de quelques mesures symboliques, on est aujourd'hui bien loin de quelconques sanctions contre l'État d'Israël, qui n'a donc aucune raison de se priver de coloniser, détruire, réprimer et provoquer. Dans une telle situation, le développement de la campagne internationale BDS contre l'État d'Israël est la meilleure réponse à l'hypocrisie et à la couardise des institutions internationales et des grandes puissances, dont le « double discours » apparaît de plus en plus méprisable. Et la criminalisation de cette campagne en France, assumée par Manuel Valls lui-même, n'en est que plus pathétique, cynique et révoltante.

Julien Salingue

ROYAUME-UNI « Brexit or not Brexit? », telle est la question... qui fait débat

Lors des dernières élections, le leader du Parti conservateur, David Cameron, avait promis que s'il était élu, il organiserait un référendum sur le « Brexit », la sortie (ou pas) du Royaume-Uni de l'Union européenne. Le débat divise très fortement la droite, mais il interroge aussi la gauche travailliste, ainsi que la gauche anticapitaliste et révolutionnaires sur le positionnement à prendre par rapport à la campagne qui s'annonce.

La campagne pour un vote Oui (pour rester dans l'Union européenne) sera largement dominée par les directions des deux principaux partis (conservateur et travailliste). Ceci reflète clairement l'avis du grand capital. Lors d'une enquête récente, trois quarts des grandes entreprises se sont prononcés en faveur du Oui et la grande majorité des membres des deux confédérations patronales le sont également.

Depuis longtemps, au sein du Parti conservateur, il existe une aile antieuropéenne composée en partie de petits réactionnaires, nationalistes et nostalgiques de l'empire. Mais c'est aussi les reflets des intérêts d'une partie du capital, qui voit son avenir davantage lié au commerce à l'intérieur du pays ou avec d'autres parties du monde qu'avec l'Europe, dont les pays du Commonwealth.

Et aujourd'hui, si Cameron a été obligé de promettre un référendum, c'est que, non seulement, l'aile eurosceptique de son parti s'est renforcée, mais qu'il se trouve aussi confronté à la montée fulgurante de UKIP (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni). Avec 25% aux élections européennes, ce parti attire une partie des électeurs du Parti conservateur, et pourrait menacer même sa cohésion avec un éventuel départ des eurosceptiques vers l'UKIP.

Tout comme le grand capital britannique, la majorité des autres pays d'Europe semble favorable à ce que le Royaume-Uni reste. Les négociations récentes ont donc logiquement débouché sur un accord qui permet à Cameron de prétendre avoir arraché des concessions suffisantes pour justifier un appel à voter Oui. Mais ces « concessions » ne semblent pas avoir convaincu les eurosceptiques : les derniers sondages donnent 45% pour la sortie de l'UE, 36% pour y rester (20% ne se prononçant pas).

Division chez les anticapitalistes...

En 1975, un référendum pour ratifier l'adhésion à la CEE (l'ancêtre de l'UE) avait donné 67% pour, 33% contre. À l'époque, l'ensemble de la gauche, à l'intérieur du Parti travailliste comme à l'extérieur, ainsi que dans les syndicats, était contre l'adhésion. Même si la campagne « contre » n'était parfois pas dénuée de relents nationalistes, globalement c'était un Non de gauche. Cette fois-ci, pratiquement toute la gauche politique et syndicale a rallié le Oui, y compris Jeremy Corbyn qui avait voté Non en 1975, le SNP en Écosse et le Parti des Verts.

La gauche anticapitaliste se trouve face à un dilemme. Appeler à voter Oui et être noyé parmi ceux qui défendent l'Europe néolibérale, l'Europe forteresse? Voter Non et être noyé par une campagne encore plus nationaliste, raciste et réactionnaire? Appeler à l'abstention et être encore plus inaudible? Le Socialist Workers Party défend un vote Non, ainsi que le Socialist Party (CWI). Left Unity et Socialist Resistance sont pour le Oui. Les débats, assez complexes, tournent entre autres autour des conséquences que pourrait avoir le résultat du référendum sur le mouvement social ou de la meilleure façon faire avancer les idées de l'internationalisme, de l'antiracisme et d'une autre Europe. Enfin, quel serait l'impact de tel ou tel résultat sur les migrantEs d'autres pays de l'UE, et d'au-delà de l'Europe forteresse, sur les « acquis » de l'UE, ou sur les liens avec les mouvements sociaux et politiques radicaux du reste de l'Europe? Des débats qui rejoignent les nôtres et qui sont loin d'être terminés.

Ross Harrold

CHRONOLOGIE

16 JANVIER: Villepin annonce la création du CPE.

17 JANVIER: Réunion unitaire des organisations de jeunesse qui déclenche la mobilisation.

31 JANVIER ET 2 FÉVRIER: Manifestations de la CGT, puis de l'éducation, utilisées par les militantEs pour construire le mouvement, organiser des assemblées générales...

7 FÉVRIER: 400 000 personnes en manifestation, dont 20 000 à Rennes et Toulouse, 6000 au Mans. Rennes 2 entre en grève, avec une AG à 2500. À Toulouse et Nantes, les AG dépassent rapidement 1000 personnes.

9 FÉVRIER: Villepin utilise l'article 49-3 de la Constitution pour faire adopter la loi sur l'égalité des chances en procédure d'urgence.

18 FÉVRIER: Première coordination nationale étudiante, à Rennes. Elle rassemble une centaine de délégués de 33 universités. La direction de l'Unef tente de contrôler la coordination, mais elle lui échappe en cour de route.

25 FÉVRIER: Deuxième coordination étudiante, à Toulouse (boycottée par la direction de l'Unef). Elle appelle à étendre la grève et les blocages, et à réunir une coordination à Jussieu la semaine suivante pour rattraper la direction de l'Unef.

7 MARS: Un million de personnes manifestent (400 000 selon la police).

9 MARS: La loi est adoptée au Parlement.

10 MARS: 45 universités sont en grève. Les coordinations nationales regroupent 400 délégués représentant 150 sites universitaires. Une coordination lycéenne regroupe 40 villes. Plus de 1000 lycées sont bloqués lors des journées d'action.

16 MARS: 500 000 personnes manifestent. 64 universités sur 84 sont mobilisées.

18 MARS: 1,5 million de manifestantEs.

20 MARS: 73% de la population est favorable à la modification ou à l'abandon du CPE.

21 MARS: 69 universités sur 84 en grève.

28 MARS: 2,7 millions de manifestantEs.

30 MARS: Le Conseil constitutionnel valide le CPE.

31 MARS: Chirac promulgue la loi.

4 AVRIL: 3 millions de manifestantEs.

10 AVRIL: Le gouvernement retire le CPE. Plusieurs universités votent la poursuite du mouvement pour obtenir le retrait de toute la loi, mais la grande majorité des étudiantEs considère avoir gagné et négocie la reprise des cours et des examens.

Il y a 10 ans...



Retrait du CPE

contrat récarité exploitation

Le mouvement contre le Contrat première embauche a marqué les esprits et une génération de militantEs, il mérite donc qu'on l'observe en détails. Il est avant tout une combinaison d'éléments, la convergence de trajectoires multiples et éventuellement contradictoires vers une explosion sociale victorieuse. C'est l'aboutissement de plusieurs années de luttes ayant connu des destins divers, comme les luttes altermondialistes, la mobilisation contre le FN en 2002, contre le LMD et la réforme des retraites en 2003, contre la guerre en Irak, contre la loi Fillon dans les lycées, contre le Traité constitutionnel européen, et dans les quartiers populaires en 2005. Ces mouvements, soit « idéologiques », soit défaits, ont tous apporté des éléments à la grève. La lutte contre le le CPE a constitué une crise politique majeure dans le pays parce qu'elle s'est révélée être la conclusion d'une maturation de plusieurs années.

Dossier réalisé par Antoine Larrache et Raphaël Greggan



UNE ACCUMULATION D'EXPÉRIENCES PRÉALABLES

La « génération CPE » s'est forgée dans une accumulation de mobilisations contre les « gouvernements CRS » (Chirac, Raffarin, Sarkozy) à partir de 2002.

Elle a commencé à se construire avec la mobilisation contre Le Pen en avril et mai 2002. Les manifestations se sont alors imposées comme le meilleur moyen d'exprimer un « plus jamais ça »...

Des mobilisations « idéologiques »

L'escalade guerrière autour de 2003, en Irak, en Afghanistan, en Palestine et en Afrique, a conduit à des mobilisations importantes. On y a appris à organiser des cortèges imposants, dynamiques, et en coordination – et parfois confrontation – avec les organisations réformistes (MJS, JC). Dans la même période se sont développés les forums sociaux et les mobilisations contre les sommets du G8, de l'OTAN, de l'OMC, qui ont apporté aux formes habituelles de lutte (manifestations, grèves...), des débats, des animations culturelles et festives. Cette

dimension, que l'on a retrouvé lors des blocages et occupations d'universités, a permis de tenir une mobilisation durable et ancrée, avec une dimension de contre-culture et de contestation de l'ordre existant.

La « guerre scolaire »

2003 a été marquée par la mobilisation contre la réforme LMD sur les universités. Même si l'Unef a tenté de construire un mouvement national, les départs en grève ont eu lieu en ordre dispersé et le mouvement n'a pas été assez fort pour empêcher la réforme. Mais cela a remis au goût du jour la construction de coordinations étudiantes, de grèves durables sur les universités. De plus, il a fallu réapprendre à combiner la construction unitaire d'une mobilisation et les batailles d'orientation sur les revendications et les rythmes de construction. La direction de l'Unef a également compris

que, si elle voulait construire des mouvements massifs, elle devait nécessairement élargir sa surface en passant par l'auto-organisation. Les révolutionnaires, notamment à l'époque aux JCR, l'organisation de jeunesse de la LCR, ont appris qu'il ne faut pas trop attendre pour voter de bloquer les universités, construire une coordination nationale, et une direction au mouvement. De même, lors du mouvement lycéen de 2005, préparé de septembre 2004 à février 2005, les organisations de lycéens dirigées par des courants du PS (FIDL, UNL) se sont coordonnées avec les JCR pour construire et structurer le mouvement, y compris avec la construction d'une coordination nationale. Malgré ses limites, elle a synchronisé la mobilisation et fait partager l'apport principal de cette mobilisation, la tactique du blocage des lycées : les lycéens manifestants étant notés comme absents

et signalés à leurs familles, des centaines de lycées avaient donc décidé de bloquer l'accès aux établissements !

Les quartiers populaires comme déclencheur

Enfin, avec la mort de Zayed Benna et Bouna Traoré fin 2005, les banlieues se sont embrasées. La LCR et les JCR ont analysé cela comme une mobilisation sociale, malgré la faiblesse des revendications et l'absence de structuration. Une réunion unitaire a rassemblé une trentaine d'organisations de jeunesse – politiques, syndicales, associatives – pour apporter son soutien à cette révolte, même si cela n'a pas abouti à des manifestations massives. Beaucoup ont alors pris conscience du décalage entre les organisations de jeunesse et les banlieues, de la difficulté à le combler. Et fin 2005, tout est en place : il est clair que la jeunesse n'a

pas été démoralisée par les mobilisations des années précédentes, mais qu'au contraire elle a été à la recherche d'une voie dans l'affrontement avec le pouvoir. Avec une préoccupation : chercher un événement

déclencheur, car il suffisait d'une étincelle pour embraser la jeunesse. Le Premier ministre Villepin, pour prouver qu'il pouvait être aussi radical que Sarkozy, va fournir lui-même l'allumette...



UN CAS D'ÉCOLE...

Dans une formation un peu schématique, une mobilisation comprend des étapes simples : un accord unitaire avec les réformistes pour déclencher la lutte, la construction de la mobilisation, le débordement des directions réformistes par l'auto-organisation et la grève de masse, la remise en cause du pouvoir politique. La lutte contre le CPE est un exemple typique de ce schéma irréaliste...

Chauffées à blanc par les mobilisations contre la réforme des lycées et par la mobilisation des quartiers populaires, l'Unef, la CGT jeunes, le MJS, se sont engagées contre le CPE. Une campagne a été mise en place de façon unitaire dès le 17 janvier 2006. Celle-ci a été longue et difficile, et a duré plusieurs semaines. Le 7 février, la première manifestation nationale a rassemblé 400 000 personnes et a été le déclencheur d'une mobilisation massive dans quelques universités, avec par exemple 2500 étudiantEs en AG à Rennes.

La bataille pour l'unité et l'orientation

La direction de l'Unef a été contrainte d'appeler à une coordination nationale étudiante à Rennes dès le 18 février. Dès lors, chaque week-end a été marqué par une coordination nationale regroupant plus de 400 délégués élus et contrôlés représentant jusqu'à 150

sites mobilisés. Le premier couac a été la sortie de la direction de l'Unef dès la deuxième coordination à Toulouse. Il a alors fallu exercer une double pression pour contraindre les courants « gauchistes » et la direction de l'Unef, à une coordination commune à Jussieu pour retrouver l'unité du mouvement. Dès ce moment, les JCR (et la fraction de LO, ces deux structures menant de bout en bout le mouvement ensemble) ont effectué en permanence cette bascule entre les ailes droitières et gauchistes du mouvement.

Dans les coordinations, des batailles importantes se sont jouées. Concernant les revendications, l'aile droite voulait centrer le mouvement sur le CPE, les éléments gauchistes sur toutes sortes de revendications, parfois totalement absurdes (« la taxation des ventes d'armes à 100% »...). Nous avons proposé le retrait du CPE, du CNE, de la loi sur l'égalité des chances... et, par erreur, du LMD,

pour construire un mouvement qui aille au-delà d'un objectif minimum... Nous avons également avancé la démission du gouvernement, lorsque l'expérience de la répression et de l'absence de possibilité de convaincre celui-ci avait été réalisée à une large échelle.

La seconde bataille tournait autour de la construction d'une direction au mouvement. Celui-ci était dirigé, de fait, par l'intersyndicale CGT, FO, CFDT, FSU, Solidaires et Unef. Nous avons réussi à faire élire des porte-parole du mouvement après plus d'un mois de mouvement, un retard dû à l'opposition des « gauchistes » qui voyaient là une bureaucratisation du mouvement, et de la direction de l'Unef qui voyait une contestation de sa domination médiatique et de ses liens privilégiés avec l'intersyndicale.

La coordination nationale a également proposé des dates d'actions : manifestations nationales,

journées de débats, de blocages des gares, diffusions en direction des salariéEs, etc. Elle a enfin rédigé des appels que les syndicalistes salariés pouvaient afficher sur leurs lieux de travail. Il s'agissait d'étendre la mobilisation aux salariéEs et de tenter de maîtriser les rythmes du mouvement.

Un mouvement à vocation de masse

Le mouvement n'a jamais été majoritaire. Mais il a tenté de l'être et en a tiré un caractère relativement massif, malgré la passivité de la majorité des jeunes. Il a repris de l'expérience de la mobilisation lycéenne la nécessité de bloquer les universités (depuis le LMD, les étudiants notés absents à trois cours ne peuvent pas passer leur examen final...). Des assemblées générales de quelques centaines de personnes ont donc voté le blocage ou le « barrage filtrant », qui ont permis des assemblées générales de centaines, voire de

milliers de participantEs, selon les universités. À Rennes, elles ont rassemblé jusqu'à 5000 étudiantEs, et dans la plupart des gros sites, environ un millier. C'est donc un soutien passif et massif à la minorité agissante qui a permis la victoire...

Ces blocages ont provoqué de nombreux débats. D'un côté avec les éléments bien entendu opposés au mouvement. De l'autre, avec des courants comme Lutte ouvrière qui y voyaient un supplétif au caractère minoritaire du mouvement. Ce danger de se couper de la majorité a effectivement existé, comme l'ont montré les mouvements contre la LRU les années suivantes.

Avec les blocages, l'espace et le temps libérés ont été mis à profit pour, en plus des assemblées générales et des manifestations, organiser des débats, des commissions culturelles, des actions de visibilité du mouvement ou en direction des salariéEs.

Feu sur le quartier général!

La mobilisation s'est développée et s'est étendue aux lycées. Les grandes manifestations ont été appelées par les organisations syndicales et sont devenues de plus en plus massives. Puis les rythmes de manifestations se sont accélérés et ont ouvert la possibilité de l'extension de la grève aux salariéEs, de l'enseignement supérieur et du secondaire d'abord, et au-delà ensuite. C'est à ce moment-là que le gouvernement a pris peur et a choisi de retirer le CPE. La direction de l'Unef et l'intersyndicale ont alors arrêté la mobilisation, et appelé au déblocage des universités. La coordination nationale, usée par les batailles internes entre gauchistes et réformistes, n'a pas réussi à tenir pour des revendications plus larges.

La grande majorité des étudiantEs, n'ayant compris la mobilisation comme une lutte contre le CPE, souhaitait retourner en cours, et la mobilisation s'est ainsi terminée.

LES ÉTUDIANTS MOBILISÉS SUR LA QUESTION DU TRAVAIL: UNE ANOMALIE?

Il est significatif que ce grand mouvement de la jeunesse se soit construit sur une question en rapport au travail...

Jusqu'ici, de nombreuses mobilisations de la jeunesse ont eu pour objet les conditions et l'accès aux études, en particulier en 1986 et en 1995. Mais le CIP (Contrat d'insertion professionnelle), en 1993, avait déjà amorcé un tournant. Dans la revue de la LCR *Critique communiste*, Isaac Joshua a écrit : « Le rapport du mouvement de la jeunesse à celui des salariés s'éloigne du terrain de l'alliance, se rapproche de celui du front de classe : une part grandissante des salariés a entamé des études universitaires et l'immense majorité des étudiants se destinent au salariat. Dès lors, du lycéen ou de l'étudiant au salarié, la césure persiste mais laisse de

plus en plus apparaître de simples points de suspension. »

De plus, un étudiant sur deux travaillait pour payer ses études, tandis que la situation de précarité des doctorants, post-docs, et des stagiaires de divers types, ont éclaté au grand jour les années précédentes avec des mouvements du type Génération Précaire par exemple.

Jeunesse et classe ouvrière

Par ailleurs, les liens ont été immédiats dans les universités, notamment sur la connexion entre CPE et CNE, du fait de l'explosion de la précarité dans les universités, avec souvent 30% à 50% de postes précaires (contractuels, CDD de

3 ou 10 mois...), l'externalisation de nombreux services (ménage, informatique...).

Enfin, on a coutume de rappeler le rôle de la jeunesse comme déclencheur de mobilisations de la classe ouvrière et, effectivement, la mobilisation dans la jeunesse a joué un rôle d'entraînement, donnant de l'énergie aux manifestations, par des diffusions et rencontres sur les lieux de travail, et par les discussions dans les familles... Les jeunes en mouvement se sont d'ailleurs rendu compte que les journées d'action où les salariéEs se mobilisaient massivement pesaient plus fortement dans le rapport de forces que plusieurs jours de grève et de blocage des universités...

UNE JEUNESSE TRÈS HÉTÉROGÈNE

Villepin a réussi le tour de force d'unifier une jeunesse très hétérogène. Ses seuls éléments communs étaient le ras-le-bol face à l'ampleur des attaques du gouvernement et l'absence d'avenir. Mais, au-delà, la dispersion était complète. La situation a, hélas, encore empiré, et dans les années 2000 se sont développées dans les universités les corporations et les associations de filières. L'activité syndicale a décliné petit à petit : un étudiant sur mille est syndiqué, et la participation aux élections universitaires est inférieure à 10%. C'est de cette absence de traditions et du développement des associations corporatistes que sont nées les oppositions aux blocages et à la grève. Heureusement, même si des courants d'extrême droite ont tenté d'organiser ce rejet, il resté très faible. Il a suffi de tactiques assez simples, comme le fait de permettre aux filières « les plus à droite » d'aller en cours, pour désamorcer ces résistances... Le cœur de la difficulté s'est trouvé dans le lien entre étudiants et classes populaires. Souvent, ce lien se réalise par la mobilisation des lycées de banlieue. Mais, cette fois, il a été difficile à construire. On a donc assisté, comme pendant le mouvement lycéen de 2005 et avec un rôle accru de la police pour exacerber voire créer des tensions, à des affrontements au sein de la jeunesse. Certains courants ont considéré que les jeunes non organisés, qui participaient aux manifestations sans cortège mais avec des vols et des violences, étaient ennemis du mouvement. Heureusement, malgré quelques épisodes difficiles, il a été possible, en construisant des cortèges auto-organisés, avec service d'ordre, directions de cortèges, sono, etc., de maintenir un cap qui indiquait à ces jeunes qu'ils avaient toute leur place dans le mouvement, mais que cela ne pouvait se faire qu'en construisant un cadre organisé et inclusif.

DRÔLE DE VICTOIRE

On n'a retenu de cette mobilisation que le Contrat première embauche, un nouveau type de contrat pour les jeunes de moins de 25 ans permettant une période d'essai de deux ans. C'est contre cette attaque fondamentale contre le code du travail que la plupart des jeunes et des salariéEs se sont mobilisés...

Mais une bonne partie des militantEs du mouvement possédaient cependant une vision plus large. Le CPE était en effet en totale cohérence avec le CNE (Contrat nouvelles embauches, la même mesure mais pour les entreprises de moins de 20 salariéEs), et de nombreux salariéEs se sont mobilisés contre le CPE en espérant arrêter l'extension de ces mesures, leur transformation en un Contrat de travail unique remettant en cause le CDI.

Au départ, un amendement...

Le CPE constituait un amendement de dernière minute du Premier ministre Dominique de Villepin à la loi sur l'égalité des chances, loi qui autorisait également l'apprentissage à 14 ans, le travail de nuit dès 15 ans,

la suppression des allocations familiales et des stages dans la police et l'armée pour les jeunes repérés comme de « futurs délinquants ». Elle avait été préparée après la révolte des quartiers populaires de fin 2005 contre la mort de Zyed et Bouna, et visait à stigmatiser les jeunes de ces quartiers, les contraindre à un « travail et tais-toi ».

Pour bien des militantEs, l'enjeu de la mobilisation était de faire retirer cette loi dans son intégralité. Pour d'autres, c'était de mettre un coup d'arrêt à développement de la légalisation de la précarité. C'est bien entendu sur cet aspect que le mouvement a obtenu une victoire : le CNE lui-même a été jugé contraire au droit international par l'Organisation internationale du travail, et tous les CNE ont donc été requalifiés en CDI...

Au contraire, la loi sur l'égalité des chances a été votée et mise en place. Si, largement, la mobilisation a été vue comme une victoire, de nombreux militantEs ont considéré la fin du mouvement comme une victoire partielle.

Pourquoi le gouvernement a-t-il retiré le CPE?

Villepin était le favori de Chirac pour contrer Sarkozy au sein de l'UMP. Mais, afin d'obtenir des gages de la part de la classe dominante et de l'appareil de l'UMP, il a dû montrer qu'il était aussi radical que Sarkozy, aussi capable que lui de faire passer des réformes d'un haut niveau d'agressivité. Il a donc pris le risque d'affronter la jeunesse, mais il a surestimé ses forces. En effet, petit à petit, Villepin a été lâché par Sarkozy et la

majorité des députés UMP. De plus, sa popularité et son habileté n'ont pas suffi à relancer un pouvoir à bout de souffle après l'AVC de Chirac, ce qui a donné l'impression d'une vacance du pouvoir pendant plusieurs mois : mobilisations dans les universités, contre la réforme des retraites, contre la guerre, contre la réforme des lycées, et surtout victoire du Non au référendum sur la Constitution européenne. L'obstination du gouvernement, cela malgré les millions de personnes dans la rue, malgré le blocage de la majorité des universités, malgré le soutien de l'opinion à la mobilisation, a transformé le mouvement en crise politique : pour beaucoup, il devenait inacceptable et totalement antidémocratique qu'un président comme Chirac, élu avec les voix d'une grande partie de la gauche en 2002

lors du second tour contre Le Pen, se permette de maintenir son projet. À un an de la présidentielle et des législatives, Sarkozy et les députés UMP ne voulaient pas prendre le risque de devenir plus impopulaires. Chirac et Villepin ont donc été totalement isolés par un mouvement qui devenait de plus en plus difficile à contrôler. Ainsi, dans les universités, le sentiment était d'être en grève depuis

tellement longtemps qu'il était clair que cela ne pourrait s'arrêter qu'avec une victoire. De plus, chaque journée de grève et de manifestation rendait plus massif le mouvement chez les salariéEs. Le mouvement étudiant menaçait donc de se transformer en mobilisation massive du monde du travail réclamant le départ de Villepin. Prendre ce risque était impossible pour le duo Chirac-Villepin.



FORD BLANQUEFORT (33) Ça devient difficile de manifester !

Le tribunal des prud'hommes vient de rendre son verdict: nous sommes déboutés de notre demande de faire annuler les avertissements donnés à 4 syndicalistes faisant suite à une action au Mondial de l'auto à Paris en septembre 2012.

Mobilisés pour défendre nos emplois, nous avons alors envahi le stand Ford, l'occupant une heure durant, refaisant la décoration, relookant les véhicules avec des confettis et autocollants. Énervée, Ford avait alors infligé des avertissements à 4 syndicalistes CGT et 1 CFTC identifiés sur une photo. Nous avons riposté immédiatement aux prud'hommes, refusant une sanction injustifiée, et contestant notamment la dégradation supposée d'un véhicule exposé sur le stand.



Le 29 septembre 2012, quand les salariés de Ford refaisaient la déco du stand au Mondial de l'auto. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Au bout de l'affaire, en départage, c'est finalement un juge professionnel qui a pris la décision. Le rendu est complètement à charge contre nous: tous les arguments de Ford sont repris (dégradation du stand à coups de confettis, véhicule abîmé, perturbation du travail des salariés du stand...), rien sur le manque de preuves, rien sur le devis concernant la réparation du capot fait 6 mois après les événements, et bien évidemment rien sur la politique de Ford qui supprime des emplois – malgré les aides publiques – ou sur les engagements non respectés de la multinationale. Juste une réprobation de l'action.

Vers un procès au pénal?

Cela donne le ton pour la suite, avec les convocations policières prévues pour les 4 mêmes syndicalistes, et pour cette même manifestation. Car Ford, nous l'ignorons, avait porté plainte en 2012 et 2014. Ces convocations tombaient la semaine de la conclusion des prud'hommes, elles ont été repoussées, évitant ainsi le télescopage.

Allons-nous vers un procès au pénal? Même si nous n'en sommes pas là, cela y ressemble tant le climat actuel vise à museler la contestation. Alors il y a de quoi s'inquiéter des intentions du gouvernement. Mais surtout, il y a toutes les raisons de continuer la bataille pour la défense des emplois et pour la liberté de contester les attaques patronales, en lien évidemment avec les camarades de Goodyear, d'Air France et d'autres encore.

Philippe Poutou

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Sanofi lance une grande action humanitaire!

Fidèle à sa tradition éthique et solidaire, Sanofi a décidé cette année encore de venir en aide aux populations les plus en détresse...

Donner aux projets caritatifs de l'autre bout du monde, c'est bon pour son image mais cela ne suffit plus. Cette année, sa contribution humanitaire sera à la hauteur de son ambition: sauver la vie de centaines d'actionnaires en détresse. C'est ce que Sanofi appelle l'opération «Sauvons un actionnaire, supprimons un emploi».

Mécénat 2016: sauvons un actionnaire, supprimons un emploi!

Afin d'assurer la pleine réussite de ce merveilleux projet, Sanofi a décidé d'utiliser tous les moyens mis à sa disposition. Tout d'abord et afin de faire aussi bien que les années précédentes, Sanofi a décidé de reverser à ses actionnaires plus de 50% des bénéfices. Les salariés, dont l'implication dans cette entreprise n'est plus à démontrer, ont gentiment accepté de sacrifier leur emploi pour financer cette œuvre humanitaire. Après les 5000 généreux salariés qui ont déjà fait le don de leur emploi depuis 2008, ce sont à nouveau près de 1000 emplois qui seront mis à contribution pour financer une partie de ce mécénat pour l'année 2016.

Sanofi tient à rassurer ses actionnaires déjà en difficulté sur le financement des départs dits volontaires, car ceux-ci seront intégralement absorbés grâce aux divers crédits d'impôts comme le CIR (Crédit impôts recherche) et autre CICE (Crédit impôt compétitivité emploi) que le gouvernement français a décidé d'octroyer aux entreprises en difficulté comme Sanofi... Sanofi en profitera pour continuer sa politique de rachat d'actions qui consiste en une destruction pure et simple de capital: racheter des actions pour les détruire afin d'en diminuer le nombre...

et donc d'en augmenter le rendement. Ce capital détruit ne pourra évidemment pas s'investir dans l'emploi et les salaires par exemple. Après les 3 milliards d'euros de ces 3 dernières années, plus de 1 milliard d'euros, afin de maintenir une rentabilité optimale et permettre aux

leur implication en réalisant plus de 1,5 milliards d'économies. Renoncer aux augmentations collectives ou aménagement du temps de travail, mettre en place des accords de compétitivité en production en même temps que la mise au chômage technique pour 1 an des salariés du site de Neuville, ne sont rien au regard

Chez Sanofi, l'essentiel c'est la santé... des actionnaires!

Cette transformation prévoit de réorganiser l'entreprise, pour qu'elle devienne la numéro 1 dans le domaine de l'automédication, permettant aux citoyens d'aider au succès de l'opération en achetant directement les médicaments sans avoir recours à une ordonnance.

Sanofi a été obligé d'utiliser quelques arguments contradictoires afin de justifier les annonces. L'entreprise justifie sa réorganisation par le fait que le secteur pharmaceutique subirait dans son ensemble une «transformation totalement inédite», argument déjà utilisé en 2012 pour le plan de restructuration de la recherche...

L'ensemble des arguments de Sanofi ne sont que des prétextes pour dégager les moyens permettant d'atteindre rapidement son objectif de rentabilité qui est déjà supérieur à 20%. Il est important pour le nouveau PDG de montrer sa capacité à améliorer le taux de profit, comme son prédécesseur en son temps, tout en marquant de son empreinte l'histoire du groupe. Peu importe, du moment que les quelques malencontreuses erreurs stratégiques, présentes ou passées, peuvent être imputées au contexte et soient sans aucun impact sur la rentabilité réclamée par nos actionnaires en péril. Que vous soyez salariéEs, par le sacrifice de votre emploi, citoyenEs, par l'argent de vos impôts, gouvernement des charges et avantages fiscaux, ou

encore patientEs, par la consommation de nos médicaments et système de santé, par leur remboursement, vous adhérez à cette opération! Vous contribuez ainsi chaque jour à sauver un actionnaire et à rétablir un juste équilibre entre le fruit du travail et la spéculation boursière. Merci à tous...

Collectif AntiSanofric

SANOFI: PRÈS DE 1000 SALARIÉS SACRIFIÉS



CHARMAG

investisseurs en danger une vie décente tellement méritée. De plus, Sanofi a demandé à ses salariés de montrer à nouveau

de cette immense opportunité qui leur est offerte de participer à cette merveilleuse aventure. Sanofi compte d'ailleurs sur les syndicats accompagnateurs-réformistes, partenaires de la direction depuis tant d'années, pour leur entière collaboration dans cette entreprise, en signant rapidement les nouveaux accords nécessaires à la réussite de son projet.

de cette immense opportunité qui leur est offerte de participer à cette merveilleuse aventure. Sanofi compte d'ailleurs sur les syndicats accompagnateurs-réformistes, partenaires de la direction depuis tant d'années, pour leur entière collaboration dans cette entreprise, en signant rapidement les nouveaux accords nécessaires à la réussite de son projet.

ID LOGISTICS (ESSONNE) Licenciés pour fait de grève!

Judi 4 février, à l'occasion de la journée de solidarité avec les Goodyear, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, a participé à Lisses au rassemblement de soutien aux 35 licenciés pour fait de grève de l'entreprise ID Logistics.

Il ne s'agit pas d'un petit patron mais d'un groupe mondial spécialisé dans la logistique: 200 sites dans le monde, 874 millions d'euros de chiffre d'affaires, 13 000 salariés.

Le conflit avait démarré le 7 décembre dernier contre la remise en cause d'une prime de productivité au nom de prétendues difficultés du site... L'ensemble des organisations syndicales – CGT, CFDT, FO et CFTC – ont participé au mouvement de la quasi-totalité des 130 opérateurs de la plateforme

logistique qui travaille pour le groupe Intermarché.

Connivence justice-patronat

Dans ce site qui tourne en 3x8, le mouvement a débuté spontanément une nuit, après l'annonce par les chefs d'équipe d'une baisse brutale de la prime de productivité. Alors qu'ils touchaient 9 euros par jour pour 135 colis par heure, et 30 euros pour 160 colis par heure, les salariés toucheraient à partir du 1^{er} janvier seulement 20 euros pour 160 colis par heure, soit

une perte de 9 ou 10 euros par salarié et par jour.

La seule réponse de la direction a été d'assigner les grévistes au tribunal pour les faire expulser. Dans un premier temps, la justice a débouté la direction. Puis, sur requête de l'employeur, elle a déclaré la grève illicite pour «entrave à la liberté de commerce et d'industrie», ainsi qu'une évacuation immédiate du piquet de grève par la police.

Dans la foulée, la direction a déclenché une procédure de 35 licenciements pour faute lourde englobant ainsi tous les élus et mandatés de l'entreprise! La connivence justice-patronat est évidente.

Des procédures juridiques sont engagées, une pétition a été lancée, et la solidarité s'organise, bien que la CGT tienne à s'en assurer l'exclusivité...

Correspondant



Quand les salariés d'ID Logistics occupaient le site en décembre dernier. DR

CRISE AGRICOLE

Les cochons malades du

Six mois après les actions de l'été dernier, les éleveurs de porcs sont à nouveau dans la rue. La cause de ce regain de colère est un nouvel effondrement du prix de la viande, celui payé au producteur bien entendu, pas celui que nous trouvons dans les rayons...

Etranglés par les dettes, beaucoup sont proches de la faillite et n'ont plus de couverture sociale faute de pouvoir s'acquitter de leurs cotisations. Ce désespoir s'exprime bruyamment, affolant les pouvoirs publics qui ont une

idée de l'accueil réservé par les éleveurs – les producteurs de lait ne seront pas en reste – aux membres du gouvernement lors du proche Salon de l'agriculture. Durant l'été 2015, les manifestations des éleveurs de porcs avaient ciblé à juste titre les industriels et la grande distribution qui leur imposaient des prix trop bas pour couvrir les coûts et dégager un revenu. Ce mouvement n'était pas exempt d'illusions sur le «produisons français», mais il mettait d'une certaine façon en cause un système qui écrase les agriculteurs pour dégager toujours plus de profit. Mais la FNSEA s'est empressée de prendre en main les négociations avec le ministère, de ramener les revendications des éleveurs sur le terrain des «charges» et des «contraintes», de

SODEXO-MARSEILLE (13)

Quand les chauffeurs refusent de se faire rouler !

Entretien. À l'issue de deux mois de grève, nous avons rencontré **Christian**, délégué CGT à la Sodexo.

Peux-tu nous retracer les étapes du conflit ?

La Sodexo fournit et livre les repas dans les 445 écoles de la ville de Marseille, soit environ 54 000 repas par jour... Des livraisons assurées, jusqu'au conflit, par 28 camions et une camionnette-frigo, et donc 29 chauffeurs-livreurs.

Le nombre insuffisant de camions représentait une surcharge et un danger potentiel pour les usagers, qui engageait directement la responsabilité des chauffeurs. Nous avons donc décidé de mettre la pression sur la direction pour qu'elle trouve une solution rapide à la situation. Leur seule réponse a été la possible mise en place d'une cellule chargée d'étudier le problème... pour la rentrée de septembre!

Nous avons donc décidé la grève, et déposé le 16 novembre un préavis (auquel nous ne sommes pas tenus) dans le seul but de ne pas pénaliser les enfants des écoles.

Quelle a été la réponse de la direction de la Sodexo ?

N'ayant aucune réponse, nous avons commencé la grève une semaine plus tard. Les chauffeurs ont tout de même livré ce jour-là les repas déjà prêts pour ne pas générer trop de pertes alimentaires. Le lendemain, la direction proposait de 60 à 100 euros d'augmentation pour les agents de la cuisine centrale et 5 RTT pour les administratifs. Des propositions intéressantes, mais ne tenant pas compte des revendications des agents de la logistique, 200 euros d'augmentation et surtout un allègement des charges de travail.

Ce refus de réponse a amené à reconduire la grève à partir du 25 novembre à 7h. Aucune cantine n'était plus livrée. Dans la matinée, un huissier est venu demander aux salariés s'ils reconduisaient la grève, ce que tout le monde a confirmé. Huissier, responsable logistique et RH font la sourde oreille, et face à notre refus de reprendre le travail, ont décidé notre mise à pied, nous imposant de quitter les lieux. Nous avons décidé de rester jusqu'à l'heure de fin de service. Mais le lendemain, à notre retour, nous avons trouvé le portail verrouillé, des vigiles et des maîtres-chien présents pour filtrer les entrées (demande de carte d'identité...).

Le mouvement s'est donc durci. Malgré l'intransigeance de la direction, le mouvement de grève a duré deux mois. Après l'échec des deux premières réunions de décembre avec la direction nationale, et surtout après celui de la réunion du 8 janvier à la direction régionale de Lyon, la CGT a décidé de faire pression sur Sodexo en appelant par tract à des mouvements sur le plan national, et à un rassemblement devant le siège central à La Défense.

Face à notre détermination, c'est avec l'appui de toute la CGT (UD, UL...) que la direction a fini par plier en acceptant la réintégration de 11 des 17 chauffeurs-livreurs qu'elle voulait sanctionner. L'inspection du travail a même débouté Sodexo du licenciement du délégué du personnel, un salarié

protégé, qui n'avait pas encore été réintégré. Et le lundi 1^{er} février, c'est ensemble et victorieux que les 11 sont entrés dans l'entreprise.

Le combat n'est pas tout à fait terminé pour les salariés restants, puisque nous sommes toujours

dans l'attente d'une proposition d'indemnisation de Sodexo. Mais nous avons pu prouver qu'une lutte déterminée, avec le soutien de toute la CGT, peut payer face à un patronat de combat.

Propos recueillis par Jean-Marie Battini



Après deux mois de grève, victoire! DR

EURARMA-LOUVIERS (27)

Une leçon de résistance!

Les boîtes où chaque petite revendication doit être arrachée de haute lutte ne sont pas rares... Mais il en est certaines qui méritent la palme: Eurarma Louviers est de celle-là...

C'est une filiale de Fimurex (14 sites), la branche armatures métalliques pour le bâtiment du groupe Experton Revollier (2250 salariéEs, 42 sites). Et la direction joue tellement souvent la carte de la « situation difficile » que ça en devient ridicule.

Alors qu'elle investit dans du matériel nouveau, l'état de délabrement d'une partie de l'usine est devenu un scandale sanitaire: ainsi, deux cas de cancer dû à l'amiante ont été reconnus en maladie professionnelle, dont celui de notre camarade Patrice Lepesqueur, décédé cet été.

Guerre des nerfs

Tout est bon pour grappiller sur le dos du prolo: la remise en cause des 10 minutes en cause des 10 minutes d'habillage-déshabillage en entrée et en sortie de poste a fait l'objet d'un bras de



DR

fer quotidien de trois ans et demi. L'un de ses épisodes en dit long: l'arrêt de la fourniture de trois bleus par an et de leur nettoyage hebdomadaire. La protestation la plus éclatante fut celle du secrétaire du CE CGT, qui a gardé le même bleu infâme pendant 9 mois!

Cette guerre des nerfs vient de trouver une conclusion dans la victoire totale des 15 premiers plaignants devant la Cour de cassation. Et 15 autres suivent. Cela suffira-t-il à calmer la direction locale? Pas sûr, mais avec un syndicat de combat en face, elle a affaire à forte partie!

Correspondants

PARIS HABITAT

Directeurs choyés, salariés méprisés



500 000 euros de parachute, 14 000 euros par mois, Stéphane Dambrine a de quoi se réjouir... DR

500 000 euros... C'est le parachute doré que recevrait, en cas de licenciement, Stéphane Dambrine, le directeur général de Paris Habitat, le principal bailleur social de la ville de Paris.

C'est pas la seule chose révoltante qui figure dans un rapport officiel de 2013, tenu secret jusqu'à ce qu'il tombe entre les mains de journalistes du *Parisien*. Le même directeur gagne 14 000 euros net par mois (plus que le Premier ministre). On apprend aussi non seulement que les directeurs adjoints touchent entre 9 500 et 10 000 euros net mensuel, mais qu'un des leurs, Gilles Romano, le numéro trois de Paris Habitat, occupe depuis 15 ans un logement aidé (PLI) de quatre pièces dans le 12^e arrondissement, pour un loyer de 1 000 euros, une somme largement en-dessous du prix du marché...

La générosité de Paris Habitat envers ses cadres supérieurs ne semble pas avoir été tempérée par la crise. Le rapport nous apprend ainsi qu'entre 2006 et 2014, le poste « organes de direction » est passé de 2,4 à 3,34 millions d'euros, soit une augmentation de 40%!

Comment ne pas faire la comparaison avec le sort d'autres salariéEs de la ville de Paris, notamment du service des Parcs et jardins qui se trouvaient obligés de dormir sur place dans les cabanes à outils, par manque de moyens financiers, ou des salariés qui dormaient dans leur voiture de service pour les mêmes raisons?

Chez les OMS, un sentiment de nausée

Après plus de 4 mois de grève, les salariés de la société de nettoyage OMS viennent de gagner un bras de fer non seulement avec leur patron mais aussi avec le donneur d'ordre, Paris Habitat, qui sous-traite à OMS pour le nettoyage de ses immeubles (voir tous nos articles, notamment l'interview dans *L'Anticapitaliste* n°322). Pendant tout le conflit, Paris Habitat a fermé les yeux sur les agissements d'un patron voyou, et a plaidé la nécessité de faire des économies dans le nettoyage afin d'éviter des augmentations des loyers! Pourtant, Paris Habitat, en tant qu'organisme public, est contrôlé majoritairement par la Mairie de Paris. Des élus du PS, du PCF et des Verts siègent à son conseil d'administration, et son président est Roger Mader, sénateur du PS et ancien maire du 19^e. Ce même conseil d'administration vote la grille des salaires (y compris celle des cadres supérieurs) et vote aussi le choix d'utiliser des sous-traitants mafieux plutôt que d'internaliser le travail. Cherchez l'erreur...

Ross Harrold

productivisme capitaliste



En septembre dernier, quand la FNSEA manifestait à Paris contre la baisse des coûts de la viande de porc. PHOTO:ÉRIQUE ROUGE / JMB

s'entendre comme larrons en foire avec Stéphane Le Foll pour mettre en avant la « compétitivité ».

Le prix minimum de 1,40 euro le kilo a été promptement enterré. Ce sont les principaux transformateurs, le privé Bigard et la coopérative Cooperl, qui ont refusé d'augmenter leur prix d'achat. Non seulement le gouvernement a capitulé, mais les « représentants officiels » ont donné un coup de poignard dans le dos: le 24 septembre, la section porcine de l'Union des producteurs bretons annonçait qu'elle renonçait à la revendication de 1,40 euro du kilo « pour préserver l'existence du marché du porc breton ».

Remettre en cause le système ou seulement ses excès ?

Les éleveurs qui manifestent, coiffés de bonnets roses et regroupés dans le

collectif « Sauvons l'élevage français », ne remettent pas en cause le système mais seulement ses excès, à l'image de la Coordination rurale, syndicat marqué à droite qui semble actif dans le mouvement et qui marque des points contre la FNSEA. Ils reprennent l'exigence d'un prix minimum, mais restent sur le terrain d'une compétitivité qui serait entravée par des distorsions de concurrence, l'agriculteur-chef d'entreprise. Prendre pour cible les viandes importées (alors que la France exporte autant qu'elle importe), c'est dresser les uns contre les autres les agriculteurs des différents pays.

Or c'est bien le capitalisme qui est à l'origine de leurs déboires. Les usines à viande, à œufs et à lait, que veulent imposer les groupes industriels, reposent sur des élevages hors sol, avec

des aliments composés venus de loin et une production qui voyage beaucoup: elles exigent des capitaux importants et peuvent être délocalisées. La course au gigantisme laisse les perdants dans le fossé. Une partie des éleveurs comprend qu'un prix garanti passe obligatoirement par la maîtrise de la production, mais toute organisation des marchés se heurte aux orientations libérales de la commission européenne.

On ne sortira pas des crises à répétition sans sortir du capitalisme: aucune réforme sérieuse du modèle agricole actuel ne pourra se faire dans son cadre. C'est aujourd'hui difficilement audible mais il faut expliquer et convaincre... Faute de quoi la colère paysanne cherchera sa voie du côté de la démagogie nationaliste de l'extrême droite.

Gérard Florenson



Les comités en action!

Gérardmer (88) Succès de la réunion publique avec Olivier Besancenot. Lundi 1^{er} février, la salle était comble dans la mairie de Gérardmer: 135 personnes venues écouter Olivier Besancenot et échanger avec lui. Une affluence remarquable hors d'une campagne électorale dans cette ville des Vosges de 8000 habitants, siège de l'un des comités NPA du département. La réunion a commencé par une intervention d'une militante du collectif de défense des sans-papiers, puis s'est poursuivie par une intervention d'Olivier Besancenot, qui a laissé une bonne place à la discussion. C'est la stratégie qui est abordée en premier, autour de l'utilité des élections, de l'impossibilité d'utiliser les institutions pour appliquer un programme anticapitaliste défendant les intérêts des travailleurs, comme l'a montré le récent échec de Syriza en Grèce malgré sa victoire électorale. Il a aussi été question des nombreuses luttes en cours, pour la défense de l'emploi, contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou le site d'enfouissement des déchets nucléaires de Bure à moins de 150km. La politique étrangère de la France était également en ligne de mire des diverses prises de parole, avec ses guerres menées dans l'intérêt des puissants en Occident. Nous avons recolté de nombreux contacts en fin de soirée, qui permettront de redynamiser l'activité du parti dans le département.

Saint-Denis (93) TouTEs ensemble contre l'état d'urgence à l'université Paris 8! Depuis plusieurs semaines, un cadre regroupant enseignantEs, personnels et étudiantEs de l'université a été mis en place pour discuter, s'organiser et lutter contre l'état d'urgence et toutes ses conséquences. Des échanges qui ont abouti à l'idée de participer touTEs ensemble à la manifestation contre l'état d'urgence du 30 janvier avec des cortèges d'autres universités, mais également d'organiser une réunion publique unitaire à l'université le jeudi 11 février avec des intervenants tels que Omar Slaouti pour le Collectif Stop état d'urgence, Nacira Guénif et Vanessa Codaccioni, des enseignantes de l'université, un représentant du Collectif contre la guerre, ainsi que des étudiantEs. Il y aura également des témoignages des personnes assignées à résidence, gardées-à-vue, ou encore des représentants des familles évacuées suite à l'intervention du RAID à Saint-Denis et jamais relogées. Rendez-vous jeudi 11 février à 18h en salle D002.

Lille (59) «Contre la guerre et l'état d'urgence, décrétons l'état d'urgence sociale» C'est l'appel lancé en novembre 2015 pour un collectif contre la guerre et l'état d'urgence de Lille et d'ailleurs soutenu par des organisations associatives, syndicales et politique. Une rencontre a eu lieu samedi 6 février à la bourse du travail: salle comble. Avant les concerts le soir, plus de 250 personnes s'étaient présentes aux différents débats: *S'opposer à la guerre ici et là-bas...* Un représentant du Conseil démocratique kurde en France s'est félicité que les Kurdes soient devenus «acteurs et non plus facteurs» de la politique régionale. Aref, activiste des révoltes syriennes lors du printemps arabe, a insisté sur les responsabilités impérialistes dans la montée de Daesh et le maintien de Bachar el-Assad. *État d'urgence, le comprendre et le combattre...* Joël Domenjoud, militant écologiste assigné à résidence, et son avocate, ont mis en évidence «des situations d'arbitraire kafkaïen». Des participantEs ont souligné le besoin de luttes coordonnées. *Classes et quartiers populaires: quelles perspectives d'émancipation?* Après l'intervention d'un sociologue et d'un éducateur, plusieurs échanges sur comment reconstruire des luttes à partir et dans les quartiers populaires. L'occasion de croiser des expériences militantes, des points de vue, la volonté d'agir et de (re)créer des liens. Un bon début pour le collectif. Rendez-vous est donné rapidement pour donner une suite.

Val-de-Mame Vers un collectif départemental. Une première réunion s'est tenue le 26 janvier avec la LDH, la FCPE, le PG, le NPA, et d'autres associations de moindre force. L'organisation d'une réunion publique départementale, mais également la création d'un collectif départemental de vigilance et de solidarité à l'égard des victimes éventuelles de l'état d'urgence, l'impulsion de collectifs locaux... ont été évoqués. Parallèlement, une manifestation locale a été organisée à Vitry le 6 février. Les discussions se sont aussi poursuivies au sein des diverses organisations ouvrières du 94. Une nouvelle réunion visant à constituer un réel collectif départemental est donc convoquée pour le 11. La CGT devrait y avoir une place centrale, le PCF et la FSU départementale devraient suivre. Si, comme nous l'espérons, cette réunion est un succès, nous proposerons que soient organisés des meetings unitaires anti-guerre, en défense des libertés publiques, dans deux localités du département.

Tarbes (65) 200 personnes rassemblées Lors des deux dernières semaines de janvier avaient lieu la Quinzaine des migrants organisée par RESF 65 à laquelle ont participé des centaines de personnes sur le département. Elle se concluait le samedi 30 janvier. C'est pourquoi la LDH a attendu pour proposer une réunion unitaire de création d'un collectif contre l'état d'urgence et la déchéance de nationalité et de préparation d'un rassemblement. Elle s'est adressée à l'ensemble des signataires du texte «Nous ne céderons pas» et aux partis de gauche (FDG, EELV, NPA) qui ont tous répondu présents. Ainsi

À Paris, c'est d'abord Mickaël Wamen, animateur de la lutte contre la fermeture de l'usine et responsable du syndicat CGT, qui est revenu sur les 7 années de mobilisation pour tenter de sauver les 1200 emplois. Mickaël a martelé l'idée de se retrouver «tous ensemble, le même jour, à la même heure, au même endroit» contre la répression et l'ensemble de la politique gouvernementale. Un message qui entrainait bien en résonance avec les exigences des militantEs rassemblés. Cette criminalisation fut ensuite dénoncée par tous les intervenantEs, depuis les sanctionnés d'Air France jusqu'à Xavier Mathieu, ex-Conti, en passant par Marcel Trillat, des représentants de la CGT d'EDF, l'inspectrice du travail de Tefal à

Anncy, de l'Observatoire de la répression syndicale, etc. Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, apportait le soutien de la confédération et la volonté d'œuvrer à la coordination des mobilisations dans les semaines qui viennent. Une intervention moins «pêchue» que celle de HK et de Sanseverino, artistes venus apporter un chaleureux soutien au rassemblement... Dommage que Solidaires qui avait affirmé son soutien et dont des délégations significatives de syndicats étaient présentes ne fut pas invité à s'exprimer, tout comme les représentantEs d'organisations politiques présentes (LO, Ensemble, PCF, PG et bien entendu le NPA avec la présence d'Olivier Besancenot et de Philippe Poutou).

Pourtant, le nécessaire élargissement de la mobilisation passera par l'unité la plus large avec la mise en commun d'initiatives autour des prochaines échéances liées à la répression. D'ores et déjà le 27 mai pour ceux d'Air France, en attendant les suites pour Goodyear, Ford, etc. Les premières rencontres des

comités de soutien aux Goodyear¹ prépareront ces initiatives.

Robert Pelletier

1- 16 février à 18h30 à Paris : Bourse du Travail, 3 rue du Château d'Eau, Paris 10e / 18 février à 18h à Marseille : Salle du Sporting Club du GPMM, Porte 4 Port de Marseille / 19 février à 16h à Lyon : Bourse du Travail, 205 place Guichard, Lyon 3e / 25 février à 18h à Lille : Espace Marx - 6bis rue Roger Salengro



Mickaël Wamen entouré des autres Goodyear jeudi 4 février. PHOTO:THÈQUE ROUGE / JMB

Pour la victoire de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes!

Ce samedi 6 février à Rennes, nous avons montré une nouvelle fois que la mobilisation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et le soutien sans faille aux habitantEs de la ZAD ne faiblissait pas!

Plus d'un millier de personnes de tous horizons étaient présentes au départ de la déambulation camavalesque qui clôturait le banquet magnifiquement organisé le midi Place du Parlement. C'est donc un cortège festif, costumé et bigarré, qui s'est engagé dans les rues rennaises pour réaffirmer son opposition à Vinci et à son monde, ainsi qu'à l'état d'urgence, ressuscitant la tradition des carnivals populaires. Le carnaval a ainsi reçu sur

son passage de nombreux témoignages de sympathie. Malgré la présence policière massive, gardes mobiles à tous les coins de rues, hélicoptère au dessus de nos têtes, le cortège a réussi à rejoindre la place de la République, malgré le harcèlement de la police qui aurait voulu repousser le défilé aux marges de la ville, pour qu'il ne vienne pas taquiner le capitalisme dans le centre commerçant.



Avant les violences policières, une belle manifestation. DR

Liberté pour les camarades incarcérés

Place de la République, l'État policier a montré son vrai visage, n'hésitant pas à gazer dans un même ensemble manifestantEs et passantEs effrayés par la violence de la charge. Une belle illustration de la violence d'un État qui n'hésite pas à attaquer la population qu'il prétend protéger!

Toute la fin de la manifestation a connu le même harcèlement, sous les gaz lacrymogènes et les tirs de flashball, se soldant par des arrestations. Le NPA appelle toutes les organisations du mouvement social à assurer la solidarité nécessaire avec les jeunes manifestants condamnés à de la prison ferme avec mandat de dépôt (un militant à 7 mois et deux autres à 2 mois) et exige leur libération immédiate! Le NPA sera présent à Nantes samedi 27 février. Car aujourd'hui plus que jamais, dans un contexte tendu où la justice bourgeoise a validé les expulsions des habitantEs historiques, où ce gouvernement bafouille lamentablement son soutien à Vinci et au capitalisme, où les grands projets inutiles ne cessent de se multiplier, nous le réaffirmons comme nous l'avons crié dans les rues de Rennes: «La ZAD vivra, la ZAD vaincra!»

Correspondant

eut lieu un rassemblement de 200 personnes vendredi 5 février, une réussite pour une initiative organisée en trois jours...

Nîmes (30) Syndicats, assos et partis en manifestation. Dès le samedi 12 décembre, les organisations Solidaires, CNT, NPA, AL, FA divers collectifs (indignés, euro Palestine...) et individus, se sont rassemblés devant la préfecture du Gard regroupés autour d'un texte du collectif local Raage (AL, CNT, NPA et FA). 200 personnes étaient présentes devant la préfecture, avec distribution de l'appel exigeant l'arrêt de l'état d'urgence et l'abandon des poursuites judiciaires suite à la manifestation du 29 novembre. Quelques jours plus tard, le comité LDH de Nîmes a lancé un appel pour défendre l'état de droit et a invité toutes les organisations afin de définir des actions autour de plusieurs exigences: Respect de la liberté de manifester, de se réunir et de s'exprimer; pour la levée immédiate de l'état d'urgence et contre l'état d'exception permanent; arrêt des

poursuites contre les manifestantEs, les militantEs des mouvements sociaux; abandon de la déchéance de la nationalité et de la constitutionnalisation de l'état d'urgence. Un très large panel d'organisations syndicales et associatives s'est réuni, avec quelques partis politiques, principalement le NPA, AL et Ensemble. Résultat: naissance du comité «sortir de l'état d'urgence», invitation à une conférence de presse, organisation de tractage et appel à une manifestation samedi 30 janvier. Au final, quasiment tout le spectre politique, syndical et associatif gardois, a signé le texte d'appel à l'action, mais pas forcément les adresses aux députés. La LDH a été moteur, et pour le NPA, il a été difficile d'apporter d'autres idées sur le fond. Le 30 janvier a environ réuni 400 personnes.

Pau (64) Après la manif, une soirée-débat. Le comité d'urgence citoyenne Pau et agglomération regroupe des citoyens et est soutenu par la FSU, Solidaires et le Syndicat des avocats de France au niveau syndical, un certain

nombre d'associations: LDH, AFPS, ATTAC, Emmaüs, UJFP, Mouvement, de la Paix, MRAP, Planning Familial, et des partis politiques: D&S (courant Filoche du PS), EELV, Ensemble, Libertat, Nouvelle, Donne, NPA, PG, PCF, PCOF, ROCML, R&S. La CGT n'a pas donné suite malgré nos nombreuses relances. À l'origine du comité, juste après le 13 novembre, des militants d'Ensemble, du PG et un avocat, ancien bâtonnier et nouvel élu au conseil régional sur une liste EELV... Après une manifestation assez réussie (200 personnes) le 29 janvier, nous préparons une soirée débat avec Alain Billaud, magistrat à la cour d'appel de Pau, par ailleurs délégué du Syndicat de la magistrature.

Saint-Denis (93) Première réunion publique du collectif contre l'état d'urgence. Vendredi 5 février, nous étions environ 80 personnes venues pour le premier débat organisé par le comité unitaire contre l'état d'urgence de Saint-Denis qui rassemble très largement associations (DAL, MRAP, LDH, CSP 93,

Vivre Ensemble et Travailler...), les UL Solidaires et CGT, et les partis politiques (PCF, PG, Ensemble, AL, NPA). La réunion a été introduite par des représentants de la Ligue des droits de l'homme, du Syndicat de la magistrature et du Collectif contre l'islamophobie en France, sur l'application de l'état d'urgence et la constitutionnalisation de la déchéance de la nationalité. Deux salariés d'Air France, SUD et CGT, ont montré que la lutte contre l'état d'urgence passe par la lutte contre la politique antisociale du patronat et du gouvernement. Dans le débat sont intervenus notamment des camarades du PCF, de l'AL, du PG, du NPA ou d'Ensemble. Tout le monde s'est félicité de l'unité très large réalisée contre l'état d'urgence, la répression syndicale, et aussi contre l'incurie des autorités face à la détresse des dizaines de familles expulsées de leurs logements après les heures d'assaut du RAID contre l'immeuble du 48 rue de la République le 18 novembre. Engagement a été pris de prendre rapidement de nouvelles initiatives.

Essai

Pour en finir avec le loup libéral

Annie Coll, L'Harmattan, 2016, 15,50 euros

Au moment où le capitalisme veut nous entraîner, une fois de plus, vers une guerre du bien contre le mal, Annie Coll nous démontre avec brio que le capitalisme ne peut justifier ses horreurs qu'en entretenant cette idée: certains êtres humains sont mauvais, il ne faut pas chercher à savoir pourquoi, ils le sont, un point c'est tout! À partir de là; il faut punir, éradiquer, bombarder.

« La sanction sera exemplaire » est la phrase qui revient ces temps-ci le plus souvent dans la bouche des deux pères fouettards, pantins dérisoires, que sont Valls et Hollande! Un peu court non? Le loup libéral utilise toute

sa perverse malice pour monter les pauvres les uns contre les autres afin de continuer ses juteuses affaires en toute tranquillité. Et Annie Coll le démasque.

Les frères Kouachi avaient-ils déjà envie de tuer avant de découvrir le cadavre de leur mère prostituée, enceinte, qui venait de se suicider dans leur taudis du 19^e arrondissement de Paris? Une certaine psychanalyse affirme que la pulsion du mal est en chacun de nous: Banco! Débarassons-nous du capitalisme et on y verra plus clair! De toute façon, nous, révolutionnaires, nous n'avons pas le choix. La seule manière de faire « du passé, table rase » est de repartir à zéro. On remet tout à plat, non pas pour créer un homme nouveau, nous communistes et trotskistes sommes bien placés pour savoir quelle tragédie cette idée a provoquée, nous en payons encore la lourde facture... Non, ce qu'Annie Coll veut nous aider à révéler est le meilleur en nous et dans chaque enfant qui vient de naître. D'abord, lui

donner de l'amour sans lequel on ne peut rien. Si l'amour vient à manquer, alors l'empathie, la bienveillance et le soutien de l'entourage, donc de la société toute entière, doivent prendre le relais.

Les « quatre canines du loup »

Ce livre nous permet de mieux comprendre un paysage politique que « le loup libéral » a intérêt à brouiller. Nous voici riches d'une foule d'arguments pertinents pour retoquer les obscurantistes de tout poil. Non, le repli sur soi, la condamnation impitoyable du moindre « faux pas », les « quand on veut, on peut », la compétition de tous contre tous, l'élitisme et la répression que le capitalisme nous impose, ne sont pas une fatalité. Le capitalisme est aussi une idéologie, qui peut apparaître comme le seul système possible. Ce livre démasque l'idéologie libérale pour montrer qu'un autre modèle est envisageable et souhaitable.



Quatre préjugés sont à l'œuvre, ce sont les « quatre canines du loup », dit Annie Coll avec humour. Grâce à elles, il déchiquette la vie des gens. Un redoutable prédateur. La faim pour près d'un milliard d'hommes, le creusement des inégalités sans précédent, l'absence totale d'espérance d'une société plus juste...

Voici ces quatre canines pointues, ces idées fausses qui justifient la violence capitaliste: l'homme est un loup pour l'homme; le libre arbitre nous rend responsables de nous-mêmes; nous sommes des êtres indépendants et autonomes; la morale est relative. Débarassons-nous définitivement de ce loup libéral, et avec bonheur!
Fabienne Le Jeannic

Essai

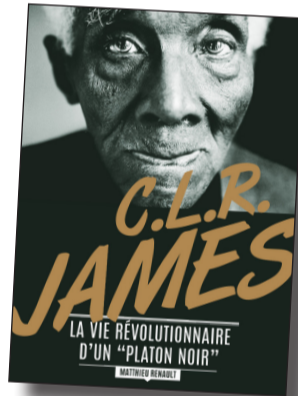
C.L.R. James. La vie révolutionnaire d'un « Platon noir »

Matthieu Renault, La Découverte, 2016, 19,50 euros

C.L.R. James est connu surtout dans des milieux militants pour son livre *les Jacobins noirs*. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue qui relate l'histoire de la révolte des esclaves noirs au lendemain de la Révolution française. Né en 1901 aux Antilles, à Trinidad, alors colonie britannique, mort à Londres en 1989, celui que le *Times* dénomma à la fin de sa vie le « Platon noir de notre génération » est une figure du mouvement révolutionnaire du 20^e siècle qu'il aura traversé presque de part en part. Une vie riche et passionnante dont témoigne cette biographie signée Matthieu Renault. Petit-fils d'esclave, il devint enseignant à Trinidad, puis s'installe dans les années 30 à Londres, où il rejoint le mouvement trotskiste tout en participant au mouvement panafricain. En 1938, il part aux États-Unis, et rejoindra en 1940 le courant « capitaliste d'État » en rompant avec le SWP. Il

essaie alors de développer les bases de ce qu'il appelle un « marxisme noir ». Dans un texte intitulé *The Americanization of Bolshevism* paru en 1944, il se fixe l'objectif de donner aux principes universels du marxisme une forme adaptée aux spécificités du mouvement noir, mais aussi du mouvement ouvrier dans sa diversité, et plus généralement à la culture américaine. Pour lui, révolution socialiste et luttes anticoloniales-antiracistes sont intimement enchevêtrées: elles s'inscrivent dans l'horizon d'une « révolution mondiale » dont la source et le centre ne peuvent plus être l'Europe. Arrêté par les services américains de l'immigration, il sera emprisonné durant quelques mois puis expulsé des États-Unis en 1953. Alors que l'Afrique est engagée sur la voie de la décolonisation, il se rend au Ghana en 1957 à l'invitation de son premier président Kwame Nkrumah, auquel il consacra un ouvrage. Son travail se

concentre sur les luttes de libération nationale et l'essor du mouvement noir, en particulier le *Black Power*. Le récit de son travail militant, l'exposé de ses idées, de ses polémiques sont l'occasion d'autant de rencontres avec des figures marquantes du siècle passé. Seuls deux de ses livres, l'un consacré à l'histoire d'Haïti et l'autre au mouvement noir aux États-Unis, ont été traduits en français: *les Jacobins noirs*. Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue (éditions Amsterdam) et la *Question noire aux États-Unis: 1935-1967* (éditions Syllepse). « En observant les vieilles sociétés qui s'écroulent et qui connaissent une crise profonde, je me dis que le seul moyen de s'en sortir est de bâtir une nouvelle société socialiste. En ce sens, mes opinions n'ont pas changé depuis 1934, l'année où j'ai rejoint la IV^e Internationale. », écrit-il vers la fin de sa vie. Il n'a cessé de travailler à penser le marxisme, à le « traduire »



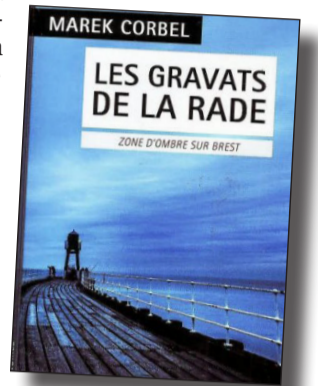
dans la langue des peuples émergents, sur le terrain de l'histoire avec un regard d'une grande liberté qu'il s'était forgé à La Trinidad, à Londres ou à Chicago, autant de melting-pots des peuples. À travers aussi sa passion pour le cricket, ce sport importé par les Anglais, assimilé et transformé par les colonisés, et auquel il consacra un livre...
Yvan Lemaître

Roman

Les gravats de la rade

Marek Corbel, Éditions Wartberg, 2015, 10,90 euros

Le meurtre d'une riche veuve dans sa villa du Nord Finistère, suivi du suicide de son présumé meurtrier, un Allemand qui ne semble avoir aucun lien avec elle, va conduire les enquêteurs à remonter jusqu'à un épisode assez peu connu de la Seconde Guerre mondiale. En 1943, des militants trotskistes brestois réussissent à entrer en contact avec des soldats allemands d'une base de sous-marins et à mettre sur pied avec eux une organisation qui diffusa un journal clandestin, *Arbeiter und soldat*. Probablement trahis, ils furent fusillés. Ce polar, qui fonctionne par allers et retours entre la période de l'Occupation et l'enquête, est plutôt bien construit. On regrettera que l'auteur, qui a enquêté dans la région, notamment auprès des familles de ces militants, traite son sujet un peu rapidement, et ne nous en dise pas davantage sur leur vie. Ce roman a néanmoins le mérite de rendre hommage à une courageuse tentative internationaliste que l'hégémonie du stalinisme au sein de la Résistance a contribué à laisser dans l'ombre.
Gérard Delteil



Les salauds devront payer

Emmanuel Grand, Éditions Diana Levi, 2016, 19 euros



Bien sûr le titre est d'un simplisme consternant. Mais ne vous arrêtez pas à cette évidence, car il s'agit là d'un bon polar français où le principal personnage est le Nord, la région de Valenciennes, dévastée par le chômage et la misère. La série de meurtres sordides qui se produit n'est que l'écho des violences politiques et économiques des années 80, sur fond de trafic de drogue contemporain. Aujourd'hui, les « salauds » sont de minables trafiquants de drogue, et d'immondes « récupérateurs de dettes » à la solde d'usuriers sur internet. Les « salauds » d'hier étaient les patrons et leurs sbires de retour d'Indochine... Et les rancunes ont la vie dure. La fermeture de l'usine Berga dans les années 80, les luttes syndicales de l'époque, le racisme et l'anticommunisme ont laissé des traces indélébiles. L'inévitable flic, avec ses fragilités, et sa collègue beur sont bien traités et très crédibles. Un polar glauque comme on aime, malheureusement à l'image de la réalité...
Catherine Segala

Cinéma

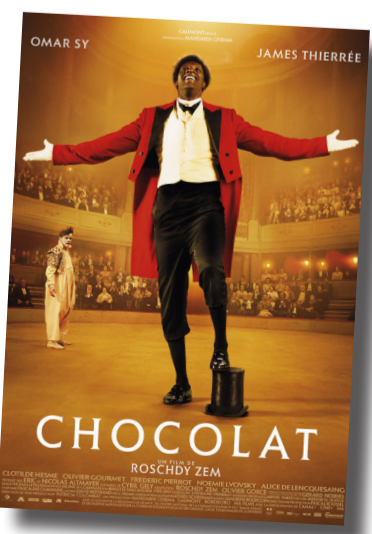
Chocolat

De Roschdy Zem, avec Omar Sy, James Thierrée et Clotilde Hesme. Sortie le mercredi 3 février 2016

Avec ce film, Roschdy Zem poursuit les sujets qui traitent du racisme et des discriminations. Cette fois, il donne corps et vie à un clown oublié, Rafael Padilla dit « Chocolat ». Né autour de 1868 à Cuba de parents esclaves, donné puis vendu à l'âge de 10 ans, il échoue à Paris en 1886 dans le monde du cirque. Il constitue avec Footit l'un des premiers duos de clowns, le clown blanc et l'auguste, et sera pendant 20 ans l'un des plus populaires. Roschdy Zem joue des contre-pieds: Le clown blanc est joué par le petit-fils de Charlie Chaplin, James Thierrée, qui lui vient du cirque, tandis que Chocolat est interprété par Omar Sy, dont la renommée permet la sortie de ce film. Une histoire extraordinaire complètement oubliée. Les expressions « je

suis chocolat » ou « je suis marron » viennent directement du succès populaire de Rafael Padilla, le Noir qui prenait les baffes, qui déclenchait les rires par sa naïveté, sa maladresse, et ses pitreries, et qui concluait ses sketches par un « je suis chocolat ». Ce personnage a disparu, il a été oublié, son nom même est inconnu. La qualité première de ce film, avec le travail de documentation qui a été fait depuis plusieurs années, du livre de Gérard Noiriel¹, et de l'exposition en cours à la Maison des métallos à Paris², c'est d'exhumer de l'oubli ce clown, premier artiste noir dans un temps où le colonialisme était triomphant. Au-delà de ce qui fait rire le public de la Belle-époque, le noir battu et ridiculisé par un blanc, Omar Sy et James Thierrée restituent la dimension artistique

de ce couple qui tente d'échapper à l'air du temps. Ils sont liés l'un à l'autre dans le succès et créent une figure mythique des spectacles de clowns. Évidemment, quand Rafael tente de sortir du rôle qu'on lui permet de jouer et prétend s'émanciper de son statut de clown noir, il se fracasse désespérément contre le mur du racisme, ce qui donne la scène la plus saisissante du film, dans laquelle Omar Sy, dans la rue, battu et blessé, pousse un cri de rage, de révolte et d'impuissance face aux obstacles qu'il ne peut franchir. Ce n'est pas un grand film pour la mise en scène et la réalisation, assez linéaire et classique. Mais c'est un coup d'éclairage sacrament utile et bien fait sur un passé qui continue de hanter la société d'aujourd'hui.
Jean-Marc Bourquin



1- *Chocolat, clown nègre. L'histoire oubliée du premier artiste noir de la scène française*, Gérard Noiriel, Bayard.
2- Exposition « On l'appelait « Chocolat ». Sur les traces d'un artiste sans nom », Maison des métallos (Paris 11^e), jusqu'au 28 février 2016.

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

«Ne pas intégrer la critique des médias à son programme lorsqu'on entend changer le monde, c'est se tirer une balle dans le pied avant même de commencer la course»



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Entretien. Rédacteur en chef adjoint du Monde diplomatique, Pierre Rimbart faisait partie des invités de notre dernière université d'été en compagnie de Serge Halimi. Il revient ici sur la question du rôle des médias par rapport à un projet de transformation sociale.

Pourquoi une gauche qui n'a pas renoncé à transformer radicalement la société ne peut-elle pas se désintéresser de la question des médias ?
D'abord parce qu'il serait inconséquent pour un parti anticapitaliste de ménager ce capitalisme médiatique qui ne cesse de renforcer son emprise à mesure que des groupes impliqués dans l'industrie numérique (Altice de Patrick Drahi, Free de Xavier Niel) rachètent journaux, radios et télévisions. Mais aussi pour des raisons plus stratégiques. Avec leur structure actuelle, les grands moyens d'information sont un obstacle à la transformation sociale. Dès lors, une formation politique progressiste gagnerait à faire figurer en bonne place dans son programme une refonte radicale du système d'information. Non pas pour l'enterrer aussitôt dans la rubrique la moins fréquentée de son site internet, mais pour la mettre en avant, la promouvoir, la populariser, notamment lorsque les porte-parole passent dans des émissions de grande écoute.

Changer les choses passe donc par l'affrontement direct avec ces grands groupes médiatiques...
Les quelques expériences conduites par la gauche au pouvoir ces dernières décennies indiquent à quel point il est difficile de gouverner contre ces conglomérats de la communication qui sont à la fois des acteurs économiques et des vecteurs idéologiques : le parti de la presse et de l'argent. Au Venezuela, l'oligarchie médiatique a directement participé au coup d'État de 2002 contre le président élu Hugo Chavez. En Équateur, elle a réussi à faire reculer le gouvernement de Rafael Correa sur son projet d'imposition des grandes fortunes héritées. En Grèce, Syriza a affronté l'opposition des groupes de presse avant même l'élection de janvier 2015 et jusqu'au référendum de juillet. Tu me diras que le Non l'a malgré tout emporté à plus de 61%... Certes, mais ce n'est pas parce qu'on réussit à ramer contre le courant qu'il faut accepter comme une fatalité la malveillance continue des grands médias. Tant que les groupes de presse se comporteront comme des groupes de pression, voire comme des partis d'opposition, l'action de ceux qui entendent changer le monde suivra un scénario simple et presque toujours identique.

Et quel est donc ce scénario ?
On pourrait le schématiser de la manière suivante. Première étape, un gouvernement de gauche arrive au pouvoir sans avoir préalablement fait campagne pour la neutralisation de l'oligarchie médiatique et son remplacement par une information de qualité. Deuxième étape, les médias qui accompagnaient et soutenaient

les gouvernements néolibéraux, deviennent soudain critiques. Ils attaquent la gauche au pouvoir sans relâche et agissent comme des adversaires politiques. Or ces entreprises de communication sont aussi censées représenter le quatrième pouvoir, la démocratie, le rempart contre le goulag, etc. Ils sont d'ailleurs perçus comme tels à l'étranger. Et là, de deux choses l'une. Soit la gauche au pouvoir ne réagit pas et subit la grêle de la désinformation, ce qui la fragilise encore un peu plus, surtout si elle tente de s'appuyer sur les mouvements sociaux. Soit elle décide de casser l'oligarchie médiatique en faisant par exemple adopter une loi sur la propriété des médias ou en appliquant les lois existantes. Et là, c'est le drame. Car ces mesures semblent prises dans l'urgence : elles ne figureraient pas au cœur du programme ; leur nécessité démocratique n'a pas été expliquée, démontrée, argumentée. Elles ne sont donc pas soutenues par une mobilisation populaire. Dès lors leur mise en œuvre soudaine apparaît comme un vil mouvement de répression contre des médias qui critiquent le gouvernement. Donc comme une atteinte à la liberté de la presse, aussitôt dénoncée par les éditorialistes du monde occidental. Et repris par l'opposition qui en profite pour mobiliser et déstabiliser le gouvernement. Il ne faut pas oublier que dans cette situation particulière où la gauche de gauche accède au pouvoir, le soutien à l'ordre ancien peut se confondre avec

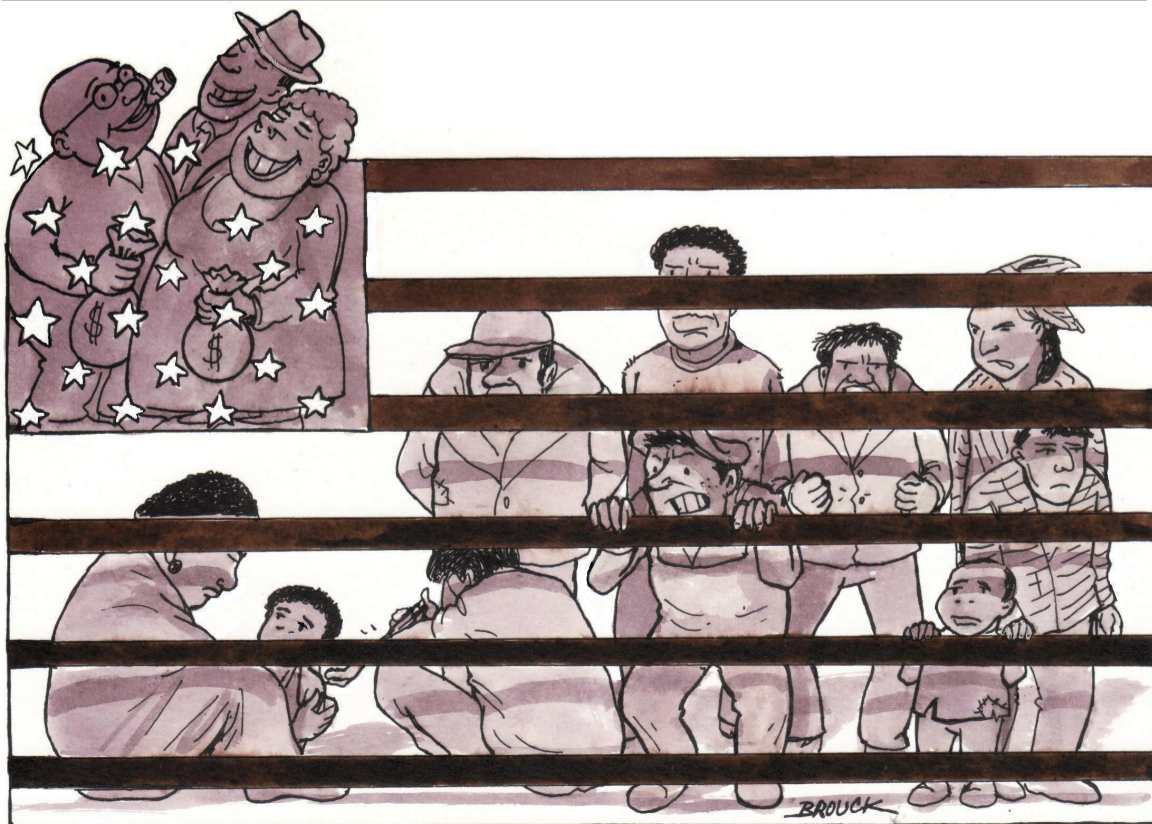
la critique du pouvoir en place. D'où la nécessité stratégique, pour une formation progressiste qui se trouve enfin en mesure de mettre ses idées en œuvre, de ne pas donner prise à ces critiques. **Peux-tu développer cette dernière idée ? Comment faire ?**
Si, au contraire, les progressistes ont intégré la critique des médias à leur programme, s'ils en ont fait un élément central de leur pédagogie économique, s'ils ont promu un autre modèle et promis de le mettre en place sitôt élus, la situation est tout à fait différente. D'une part, l'hostilité des médias à l'égard du pouvoir de gauche semblera motivée non plus par un soudain élan critique mais par un souci de protéger l'ordre ancien, ses passe-droit et ses prébendes. Et, d'autre part, la remise à plat du système d'information ne sera pas considérée comme un atteinte à la démocratie mais comme la simple mise en œuvre d'une promesse électorale, d'un programme entériné par la majorité. Bref, pour le dire en un mot, ne pas intégrer la critique des médias à son programme lorsqu'on entend changer le monde, c'est se tirer une balle dans le pied avant même de commencer la course.

Quel type de projet pour la presse pourrait défendre la gauche radicale ?
Le cahier des charges est assez simple : soustraire la production de l'information aux deux principales contraintes qui pèsent sur sa qualité et sa fiabilité : la censure politique et les pressions

économiques. On admet volontiers que l'information représente une sorte de bien collectif, que nous en avons besoin pour former nos jugements politiques. Mais si elle est perçue comme un bien public, elle reste fabriquée comme une marchandise. Fin 2014, nous avons proposé dans le Monde diplomatique un schéma assez simple pour dépasser cette contradiction. Il concerne la presse d'intérêt général, celle qui a vocation à éclairer le débat public sous forme imprimée ou web. D'abord, les dividendes, la concentration et la publicité seraient bannis dans ce secteur. Ensuite, l'ensemble des infrastructures de production, d'administration et de diffusion, seraient mutualisées au sein d'un service commun : imprimeries, serveurs, kiosques physiques ou numériques, services commerciaux et comptables. Enfin, l'ensemble serait financé par une cotisation information et géré comme les caisses de Sécurité sociale d'après-guerre : un quart de représentants patronaux, trois quarts de représentants salariés. Comme l'explique le sociologue Bernard Friot, la cotisation présente un grand avantage par rapport à l'impôt (d'où proviennent les aides à la presse actuelles) : elle ne passe pas par le ministère des Finances. Versée dans des caisses contrôlées par les salariés, elle échappe à la fois au marché, à l'État et à la Commission européenne. C'est la forme idéale pour financer l'information.

Propos recueillis par Ugo Palheta

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LA TRIBUNE.fr

NOS AMIS... ET CLIENTS.

L'année 2015 a été exceptionnelle pour les

ventes d'armes de la France à l'exportation, les industriels tricolores ayant vendu pour 16 milliards d'euros d'armements à l'international. Mais 2016 pourrait être encore bien meilleur et devenir une année unique dans les annales de l'industrie d'armement française. Car les groupes français sont actuellement engagés dans au moins une dizaine de campagnes commerciales de très grande envergure dont le montant atteint ou dépasse 1 milliard d'euros. Des campagnes qui pourraient déboucher d'ici à la fin 2016.

C'est le cas bien sûr de Dassault Aviation en Inde (36 Rafale) et aux Emirats arabes unis (60 appareils) mais aussi de DCNS en Australie (huit sous-marins) et au Qatar (3 frégates). A un degré moindre, Airbus Helicopters en Pologne (50 Caracal), au Qatar (22 NH90) et au Koweït (24 Caracal) et le duo Airbus Space Systems et Thales Alenia Space (TAS) dans les satellites d'observation (Égypte et Arabie Saoudite), négociant des contrats importants. Enfin, MBDA et Thales sont également bien placés pour fournir un système de défense anti-aérienne à Ankara. Bien sûr, les décisions des États peuvent être reportées au-delà de 2016 et/ou certaines être défavorables à la France. [...]

Aux Emirats arabes unis (EAU), le prince héritier d'Abu Dhabi, Sheikh Mohammed bin Zayed Al Nahyan, en a fait la promesse au ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian. Les EAU vont acheter des Rafale, en principe 60 appareils, à la France (soit une quinzaine de milliards d'euros). Tout est prêt ou presque, selon des sources concordantes. Paris attend juste le feu vert d'Abu Dhabi pour entamer les toutes dernières négociations pour signer un contrat. Ce n'est plus qu'une question de temps, donc de patience (chance de signature en 2016 : 80%). [...]

Au Qatar, DCNS joue gros également avec le programme «Protector», qui est vital pour le site de Lorient. C'est le programme prioritaire cette année de Doha qui veut acheter avant la Coupe du Monde 2022 trois frégates. DCNS propose des frégates armées de missiles Aster 30 (MBDA et Thales) et de missiles mer-mer Exocet. Le contrat est estimé à 2,5 milliards d'euros environ. [...] Le Qatar a signé en mars 2014 une lettre d'intention pour l'achat de 22 NH90 pour près de deux milliards d'euros à un consortium européen emmené par Airbus Group. [...]

«Armement : les dix mégacontrats que la France peut signer en 2016», Michel Cabirol, La Tribune, lundi 8 février 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org